



Guennadi Ianaïev, nouveau maître du Kremlin

Washington condamne le coup d'État en URSS

d'après AFP, Reuter et UPI
MOSCOU

Tant d'établir fermement leur contrôle sur un pays frappé de stupeur par l'annonce du coup d'État qui a évincé du pouvoir le président Mikhaïl Gorbatchev, les nouveaux dirigeants du Kremlin ont fait, hier, étalage de force à Moscou et procédé à des manœuvres d'intimidation dans les Républiques bal-

tes. Mais, inspirée par Boris Eltsine — qui a reçu un appui clair du président Bush — la résistance au coup d'État s'est raffermie.

À Washington, le président George Bush a apporté son soutien à l'appel du président de Russie, M. Boris Eltsine, pour « la restauration des organes de pouvoir légaux » et le retour de M. Gorbatchev à la tête de l'État soviétique. Il a, de plus, exprimé le soutien des États-Unis à « tous les di-

rigéants soviétiques constitutionnellement élus », et son « opposition à l'utilisation de la force ou de l'intimidation pour les écarter ou restreindre leur droit à la liberté de parole ».

Il a, en outre, confirmé l'arrêt de l'aide économique américaine à l'URSS, et indiqué clairement l'opposition de Washington « à l'usage de la force dans les États de la Baltique, ou contre quelque république que ce soit, dans le but de supprimer ou de remplacer

des gouvernements démocratiquement élus ».

Entre-temps, à Moscou, dénonçant une nouvelle fois le « coup d'État » et la « destitution par la force du président de l'URSS, chef suprême des forces armées de l'URSS, par le vice-président Guennadi Ianaïev avec l'aide notamment des chefs de l'armée, du KGB et du ministère de l'Intérieur soviétiques », le président russe Boris Eltsine a appelé hier

soir les soldats, les juges et les collaborateurs du KGB et du ministère de l'Intérieur à ne pas suivre les ordres du Comité d'État pour l'état d'urgence. De plus, il annonçait qu'il prenait le contrôle de toutes les institutions gouvernementales soviétiques installées sur le territoire de la République de Russie.

En dépit des avertissements sévères du nouveau maître du

VOIR COUP EN A 2



Le président de Russie, Boris Eltsine (à gauche), a lu une déclaration à la foule, debout sur un blindé, invitant la population à résister aux conservateurs alors même qu'un soldat s'effondrait de désarroi.

Le retour de la peur

PAULE ROBITAILLE
collaboration spéciale

Lorsque Claire Zavodonskaya a ouvert le radio, hier matin, pour écouter le bulletin de nouvelles, elle a été frappée de stupeur. Pas de nouvelles. Seulement un long commentaire sur fond de musique funèbre appelant les « compatriotes au calme » et parlant de la « menace d'un danger mortel ».

« On s'est réveillé avec un putsch. C'est terrible. Je suis atterrée. Je ne m'y attendais pas, confie-t-elle à La Presse, inquiète. Les maires de Leningrad et de Moscou ont été aussi limogés. Ça va mal, très mal. »

Mme Zavodonskaya, une institutrice, revenait de ses vacances d'été, fraîche et dispose pour entreprendre sa première année de retraite. Hier matin, tout a basculé. Elle a vu des colonnes de chars d'assaut passer près de chez elle. « Je suis complètement bouleversée. C'est l'écroulement de tout nos efforts. C'est le retour à la persécution, aux dures années du passé. »

Pour bien des Soviétiques, le coup d'État perpétré par les conservateurs, c'est aussi le retour de la peur et avec elle, celui de la paranoïa collective. Rejointe chez elle, une jeune interprète refuse de parler au téléphone. Ses parents, qui ont été victimes du régime sous l'ère Brejnev, l'ont bien prévenue hier: pas de discussions avec les étrangers.

Le coup d'État s'est fait si vite qu'encore hier midi, certains Moscovites ignoraient ce qui s'était passé au Kremlin. « J'ai appris la nouvelle à la vendeuse du magasin de disques, elle ne me croyait pas, raconte l'interprète. Là, tout le monde est au courant et on ne peut pas imaginer ce qui arrive. On est sous le choc. »

« Tout est tranquille, à part quelques manifestations et les embouteillages près de la Place rouge, poursuit la jeune femme. Dans notre immeuble, les gens n'osent pas parler, on ne sait plus quoi penser. Chez vous, au Canada, vous en savez sans doute bien plus que nous. »

« Tout ça, affirme l'enseignante Claire Zavodonskaya, c'est à cause de Gorbatchev. » Bien que le président ait été limogé par des gens qu'elle déteste, l'institutrice n'a aucune pitié pour l'homme de la glasnost. « C'est à cause de lui qu'on a loupé les réformes. Il n'a pas été assez rapide, il n'a pas su soutenir Eltsine plus tôt comme il

VOIR PEUR EN A 2

LE COUP D'ÉTAT

- Le film des événements des dernières heures. Page A 2
- Qui sont les nouveaux patrons du Kremlin? Page A 3
- Eltsine, le dernier rempart de la démocratie. Page A 4
- L'Allemagne réagit avec consternation. Page A 5
- Le texte intégral de l'« Appel au peuple soviétique ». Page A 6
- « Je croirai au changement quand la tombe de Lénine sera enlevée de la Place Rouge ». Page A 7
- Une grève touche tous les bassins miniers russes. Page B 1
- Un retour vers le passé: l'éditorial d'Agnès Gruda. Page B 2
- Le Canada refuse de reconnaître le nouveau régime de l'URSS. Page B 3
- Les étapes de la vie de Mikhaïl Gorbatchev en photos. Page C 4
- Les perdants de la guerre du Golfe crient leur joie. Page C 5
- La chronique télé de Louise Cousineau. Page C 6
- Surpris, les marchés financiers ont piqué du nez. Page D 1
- Les gens d'affaires s'inquiètent de leurs capitaux. Page D 1
- Le cours de l'or n'a pas bougé ou presque. Page D 2
- La venue de joueurs de hockey soviétiques dans la LNH pourrait être freinée. Cahier Sports, page 2
- Les Soviétiques participent à la Coupe Canada. Cahier Sports, page 3

La société soviétique ne se laissera pas détruire

HÉLÈNE CARRÈRE
D'ENCAUSSE
Le Figaro

Hélène Carrère d'Encausse est une historienne et soviétologue réputée à travers le monde. Elle enseigne à la Sorbonne et à l'Institut d'études politiques à Paris. Elle est membre de l'Académie française.

Le coup d'État qui a renversé Mikhaïl Gorbatchev au bénéfice d'un groupe mêlant membres du gouvernement, de l'armée et du KGB est, dans l'histoire soviétique, totalement inédit.

À première vue, il rappelle celui qui, en octobre 1964, mit fin à la carrière politique de Nikita Khrouchtchev. Renversé par ses pairs alors qu'il se reposait sur les bords de la Mer Noire — comme Mikhaïl Gorbatchev aujourd'hui

— Khrouchtchev dut céder la place à une équipe qui prétendait mettre fin aux désordres économiques, à la désorganisation du pouvoir et à une politique internationale inquiétante. Le retour à l'ordre était le thème de 1964. Le même thème est repris aujourd'hui. Mais là s'arrête l'analogie.

Dans la forme, d'abord. Les vainqueurs de Khrouchtchev

avaient respecté les formes, comme ce fut le cas dans tous les coups de force de l'Histoire soviétique. Khrouchtchev était venu au pouvoir par la volonté du Parti communiste et, plus précisément, du Comité central, son instance suprême. Ce même Comité central le chassa du pouvoir en octobre 1964. À ce formalisme, qu'objecter? Gorbatchev a été porté à

la présidence de l'URSS par le Soviet Suprême, conformément aux textes constitutionnels en vigueur. Ceux qui l'ont éliminé, de toute évidence, pas pris l'avis du Soviet Suprême et se sont substitués à lui. Ce mépris de la Constitution, alors que l'URSS se dit État de droit, est en rupture, non seulement avec son évolution récente, mais aussi avec le formalisme hypocrite de tous les successeurs de Lénine.

Une répétition générale

Au demeurant, il faut constater que le Soviet Suprême avait déjà

VOIR LA SOCIÉTÉ... EN A 7

L'entente avec les médecins est un pas vers un « véritable partenariat »

GEORGES LAMON

Assurant que le moratoire de deux mois s'est avéré « des plus profitables pour le gouvernement, la population et les médecins », ces derniers estiment que, pour la première fois depuis les années 1970, ils sont véritablement partie prenante dans le domaine de la santé.

Le fait que le ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, ait délaissé temporairement les mesures coercitives prévues dans le projet de loi 120 marque, à leur avis, un pas dans la bonne direction.

Le ministère et les 18 000 médecins du Québec ont jusqu'au 1^{er} avril 1993 pour s'entendre sur les mesures incitatives visant à accroître le nombre de spécialistes

en région et des omnipraticiens dans les centres d'accueil, CLSC et programmes de maintien à domicile. Mais d'ores et déjà, les médecins croient que ces mesures incitatives donneront des résultats.

Hier, en conférence de presse, le Dr Robert Marier, président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) et porte-parole du regroupement des Fédérations de médecins (omnipraticiens, spécialistes, résidents, étudiants en médecine) a précisé que « l'entente intervenue avec le ministre Marc-Yvan Côté ouvre la voie à une réforme de la santé fondée sur un véritable partenariat entre le gouvernement et les professionnels pour le plus grand bien des patients ». Ce qui, à son avis, pourrait être « une solution définitive dans la réparti-

tion des effectifs médicaux dans les régions ».

Selon lui, cette mesure devrait permettre de recruter de 150 à 200 spécialistes de plus en région d'ici cinq ans, et 350 au cours des 15 prochaines années.

Ce partenariat se traduira notamment par un Conseil médical du Québec composé d'une quinzaine de personnes, majoritairement des médecins. Il sera chargé de conseiller le ministre sur différentes questions à caractère médical et le ministre devra le consulter sur divers aspects des services de santé, entre autres sur la répartition des effectifs en région.

C'est à une Commission médicale régionale (dans les 17 régions) qu'incombera la tâche de donner des avis à la Régie régio-

VOIR MÉDECINS EN A 2

Sommaire

Annonces classées	
Immobilier.....	D11, D12, E1, E2
Marchandises.....	E2 et E3
Emplois.....	E3 et E4
Automobiles.....	E4 à E6
Propositions d'affaires.....	D10
Arts et spectacles	
Informations.....	C6 à C8
Horaires.....	C8
Horaires télé.....	C7
Bandes dessinées.....	E2
Bridge.....	E5
Décès.....	E6
Êtes-vous observateur?.....	D11
Feuilleton.....	E3
Foglia.....	A10
Horoscope.....	D12
La mode.....	C1 à C3
Le monde.....	C5
Loteries — résultats.....	B6
Mots croisés.....	E4
« Mot mystère ».....	E2

L'article de la loi 160 sur la perte d'ancienneté est jugé invalide

YVES BOISVERT

Pour forcer le retour au travail dans le secteur névralgique de la santé pendant une grève illégale, le gouvernement a le droit d'aller très loin. Il peut imposer des réductions de salaire. Il peut aussi cesser de percevoir les cotisations syndicales à la source. Mais il exagère quand il fait perdre leur ancienneté à tous les employés délinquants.

Voilà la conclusion du juge Pierre Viau, de la Cour supérieure, qui a examiné sous toutes ses coutures la loi 160, attaquée par les syndicats d'infirmières et les autres syndiqués du secteur de la santé.

Dans un jugement de plus de 200 pages, le juge Viau leur a donné partiellement raison, et a déclaré invalide l'article de la loi 160 faisant perdre leur ancienneté aux employés du secteur de la santé qui avaient refusé de regagner le travail malgré le décret gouvernemental, lors de la grève illégale de septembre 1989.

Le juge estime que cette disposition mettait en péril le droit à la sécurité psychologique des employés, garanti par les chartes.

Vu l'entente intervenue entre Québec et les employés du secteur de la santé, au mois de juin, le jugement n'aura toutefois aucun impact immédiat.

VOIR LOI 160 EN A 2

<p>VENTE DE SIÈGES POUR LE MOIS D'AOÛT</p>	<p>VANCOUVER</p>	<p>VOL ALLER ET RETOUR DU 2 AU 16 AOÛT</p>	<p>299\$</p>	<p>Vois les mardis et vendredis</p>	<p>TAXES ET TPS 54\$</p>	<p>Permis du Québec</p> <p>les Ailes de l'Ouest</p> <p>Consultez votre agent de voyages.</p>
	<p>LOS ANGELES</p>	<p>VOL ALLER ET RETOUR DU 7 AU 28 AOÛT</p>	<p>329\$</p>	<p>Vois les mercredis</p>	<p>TAXES ET TPS 69\$</p>	

SUITE DE LA UNE

COUP

Washington condamne le coup d'État en URSS

Kremlin, M. Ianaiev, qui affirmait, au cours d'une conférence de presse tenue hier après-midi, que «la sécurité et l'ordre seraient assurés à Moscou» et que l'état d'urgence y serait instauré (sans toutefois en venir à un couvre-feu), le peuple moscovite a répondu avec enthousiasme aux appels à la désobéissance civile et à la grève générale lancés par Boris Eltsine, dès l'annonce du coup d'État. Loin d'être intimidée par la présence de chars et de blindés au cœur historique de Moscou, une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes s'est rassemblée, hier soir, autour du bâtiment du Soviet Suprême de la Fédération de Russie, sur les bords de la Moskova, pour protéger le parlement russe.

Une dizaine de blindés légers et un tank T-72 ont aussi pris position, hier soir, autour du parlement, à quelques mètres du bâtiment, leurs canons dirigés vers l'extérieur, interdisant apparemment l'approche éventuelle d'assaillants. La population les a accueillis avec enthousiasme et leur a offert cigarettes et chocolats. Les membres d'équipages de ces blindés appartenaient tous à la division Taman, qui est chargée d'assurer la sécurité du Kremlin, et a décidé de se rallier à Boris Eltsine.

Des groupes «d'autodéfense», composés de volontaires, se sont constitués spontanément pour défendre le président Boris Eltsine et son autorité. Des barricades ont été érigées sur tous les axes menant au parlement russe. Des trolleybus ont été entassés sur le «koltso» (périphérique) du centre-ville et la circulation a également été coupée sur le pont menant au bâtiment par une barricade d'autobus et de ferraille. Des camions de chantiers ont déversé des tonnes de sable sur les voies et sur les berges, bloquées par des camions géants.

De plus, un important mouvement de grève affecte pratiquement tous les bassins miniers de la Fédération de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie, a affirmé hier soir à Moscou un député de la région minière de Vorkouta (Grand Nord). Quant au Lensoviet — mairie de Léningrad — réuni en séance extraordinaire sous la présidence du maire réformateur Anatoli Sobtchak, il a appelé hier la population de la ville à «empêcher l'activité» du Comité d'État pour l'état d'urgence, selon l'agence non-officielle Interfax.

Le Lensoviet considère tous les décrets et résolutions du Comité comme «illégaux». Les députés du conseil municipal apportent également leur soutien à l'appel à la grève générale lancée par le président de la fédération de Russie Boris Eltsine. Le maire de la ville a de plus appelé à mettre sur pied «une large opposition constitutionnelle» aux décisions du comité pour l'état d'urgence. M. Sobtchak a demandé que les responsables du coup d'État soient traduits devant «un tribunal militaire».

En Lituanie, après avoir effectué des manoeuvres d'intimidation, les troupes soviétiques, appuyées par 80 blindés, qui avaient pris position autour du parlement lituanien dans le centre de Vilnius, se sont retirées hier soir. Les soldats, qui avaient bloqué tous les ponts, les routes et les voies conduisant au bâtiment pendant environ une demi-heure, sont rentrés dans leur garnison située dans le nord de la capitale lituanienne. Le parlement a poursuivi toute la nuit sa session extraordinaire, alors que des milliers de personnes toujours rassemblées devant le parlement l'ont transformé en camp retranché.

En règle générale, les républiques baltes se sont retrouvées hier sous la pression des forces soviétiques, qui ont pris stations de



La foule de partisans du président Boris Eltsine a longuement parlysé une colonne de blindés qui se dirigeait vers la Place Rouge, hier, grimpant sur le blindage et les tourelles et invitant les militaires à se joindre à eux. Des blindés — on ne sait si ce sont ceux-ci — ont ultérieurement pris position devant le parlement de Russie, leurs occupants se disant prêts à défendre les législateurs contre les intrus.

PHOTOLASER AP

radio et de télévision, bloqué les ports de la Baltique et occupé des bâtiments et sites stratégiques.

En définitive, le monde entier s'est ému de la chute de l'homme qui avait incarné la détente et permis la démocratisation des pays du glacié soviétique européen, et s'inquiète des possibles répercussions de ce changement.

La bombe politique de la destitution du numéro un soviétique avait éclaté, dans la nuit de dimanche à lundi, sous la forme d'un «décret» diffusé par l'agence TASS et annonçant qu'en vertu de la constitution soviétique, le vice-président Guennadi Ianaiev remplaçait le président Gorbatchev, «incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé».

Selon l'agence d'information russe RIA, Mikhail Gorbatchev aurait quitté Simféropol, en Crimée, hier soir, pour une destination inconnue. Selon RIA, M. Gorbatchev a été emmené par avion, mais «la destination finale de ce voyage est inconnue», ajoute l'agence russe. Selon RIA citant des «témoins», le président soviétique «avait l'air en parfaite santé».

PEUR

Le retour de la peur aurait dû. En voulant ménager la chèvre et le chou pour demeurer roi et maître, il nous a perdus, nous sommes perdus.

Mais tous les Soviétiques ne sont pas catastrophés par les bouleversements survenus hier, loin de là. Pour certains, le coup de force des conservateurs signifie l'espoir d'un retour à la stabilité d'antan. «Les petits bourgeois sont heureux», confie ironiquement Claire Zavodonskaya. «Ils ont repris ce qu'ils avaient perdu», de dire la jeune interprète.

Les petits bourgeois, ce sont les petits cadres du Parti, les administrateurs des entreprises d'État, ceux qui ont été choqués par les belles années du communisme. Ce sont eux aussi qui craignent les réformes du président de la République de Russie, Boris Eltsine, qui promet de mettre un terme à tous leurs privilèges.

Il faut dire aussi qu'à mesure que la situation économique se

COMITE POUR L'ETAT D'URGENCE

Valentin PAVLOV Premier ministre

Guennadi IANAIEV vice-président

Oleg BAKLANOV vice-président du Conseil de Défense

MILITAIRES

Vladimir KRIOUTCHKOV président du KGB

Boris POUGO ministre de l'Intérieur

Dmitri IAZOV ministre de la Défense

CIVILS

V. STARODOUBTSEV président de l'Union des Paysans

A. TIZIAKOV président de l'Association des Entreprises d'Etat, transport et communication

PREMIERES MESURES

- Pleins pouvoirs
- Etat d'urgence pour 6 mois
- Grèves et manifestations interdites
- Censure et contrôle des médias
- Démantèlement des structures de pouvoir contraires aux lois et à la Constitution soviétique
- Suspension des activités des partis et organisations sociales qui font obstacle à la normalisation de la situation

AFP Infographie - Francis Nallier

détériorait, Gorbatchev devenait de plus en plus impopulaire. Une impopularité qui dépassait largement les rangs des conservateurs. «Gorbatchev parle trop et ne fait rien». Ses promesses n'aboutissent pas», entendait-on partout en URSS. Les magasins n'ont jamais été aussi vides, le taux de criminalité augmente et les services gouvernementaux sont plus déficients que jamais. «C'est bien beau la glasnost, mais mettez de la viande sur les comptoirs», disaient les Soviétiques depuis quelques années.

Plusieurs étaient convaincus que la situation chez eux était tellement épouvantable, l'avenir tellement inquiétant que la force restait la seule solution. Le coup d'État d'hier les aura rassurés. Déjà, le nouveau gouvernement a annoncé une baisse de prix et on s'attend à ce qu'il approuve généreusement les magasins.

Les Soviétiques plus âgés évoquaient souvent le souvenir de Staline, synonyme pour eux de force et d'ordre. Et bien des Soviétiques étaient nostalgiques du temps où l'URSS pouvait sans faire rire prétendre au titre de superpuissance.

En juin, lors des élections présidentielles de Russie, l'électorat se divisait en deux groupes: les partisans de Boris Eltsine et les conservateurs. Eltsine a gagné haut la main.

Mais Eltsine fera-t-il céder les conservateurs?

«Tout dépend de la force du bloc démocratique, dit Claire Zavodonskaya. J'ai espoir que ces conservateurs ne resteront pas longtemps au pouvoir, mais j'ai peur. Nous avons besoin des autres pays, qu'ils soient solidaires, qu'ils nous aident.»

L'enseignant a tenté en vain, hier, de rejoindre des amis qui ont mis sur pied la radio alternative de Moscou, Radio Echo. Pas de réponse. Selon ce qu'elle a appris d'une voisine, les forces de l'ordre ont pénétré dans le local de la radio et ont arrêté tout le monde qui s'y trouvait...

En plusieurs endroits, les véhicules de l'armée ont rebroussé chemin plutôt que de risquer une confrontation avec la foule. Des supporters de Boris Eltsine avaient bloqué les rues menant à siège du gouvernement de la république de Russie pour barrer la route aux chars d'assaut.

Paule Robitaille est la correspondante de La Presse à Moscou. Elle est présentement de passage à Montréal.

MÉDECINS

L'entente avec les médecins est un pas vers un «véritable partenariat» — comprenant surtout des fonctionnaires — sur la pratique médicale, les effectifs médicaux et les agréments.

De son côté, pour inciter les médecins spécialistes à aller en région et y rester au moins cinq ans, la FMSQ s'engage à participer à un plan facilitant leur établissement: en finançant l'achat d'une maison par un plan hypothécaire et en leur donnant la possibilité, la sixième année, de prendre une année rémunérée pour se perfectionner. Ces mesures incitatives compenseraient les 20 p. cent de salaires supplémentaires payés par le gouvernement pour l'établissement en région. Elles visent aussi à «remplacer avantageusement les mesures de coercition» que pourrait prendre le ministre à l'égard des récalcitrants.

À son avis, «non seulement ce mois d'échanges — et l'intervention très salubre de M. Bourassa — a permis de reconnaître le rôle essentiel que doivent jouer les médecins dans le service de santé, mais l'entente répond à l'essentiel des préoccupations émises par les médecins».

Quant aux omnipraticiens ayant moins de dix ans de pratique et exerçant en cabinet privé, ils seront appelés à travailler dans les salles d'urgence, les centres d'accueil, les CLSC. Ceux qui se limiteront au cabinet seront alors rémunérés en conséquence. La différence reste à établir d'ici 1993.

Côté Québec, à la reprise des travaux de la commission parlementaire sur le projet de loi, le ministre Côté a admis avoir reculé sur «un élément majeur» de sa réforme, la régionalisation des budgets de la Régie de l'assurance-maladie. Mais il assure que le retrait de cette mesure ne compromet pas l'accessibilité des soins de santé en région.

La Coalition pour la réforme de la santé et l'Opposition péquiste à l'Assemblée nationale croient plutôt le contraire. «La population du Québec n'est pas plus assurée aujourd'hui qu'hier de l'accessibilité à des services et à des soins en région et en établissement», a déploré le porte-parole de la Coalition et président des centres d'action bénévole, M. Gérard Castonguay. De son côté, le

porte-parole péquiste en matière de santé, le député Rémy Trudel, a qualifié la réforme «d'immense collage», fruit d'une mauvaise planification.

LOI 160

L'article de la loi 160 sur la perte d'ancienneté est jugé invalide

Le gouvernement s'est en effet engagé à redonner leur ancienneté à tous les employés qui l'avaient perdue. En échange, les syndiqués renonçaient à exiger une compensation financière pour la période pendant laquelle ils ont été privés de leur ancienneté, quelle que soit l'issue du débat judiciaire.

Le jugement vient cependant enlever une grosse «dent» de la loi 160, et les syndicats s'en réjouissent en prévision de la prochaine négociation dans le secteur public.

«C'est une victoire importante», a dit M. Benoit Lavallée, de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (CSN).

Quoi qu'il en soit, malgré sa conclusion, le juge Pierre Viau a reconnu que le gouvernement du Québec, en adoptant la loi 160 (Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux), répondait à une situation de crise sérieuse et qu'il y avait urgence.

«Le législateur, écrit le juge, a donné priorité aux bénéficiaires des services de santé et des services sociaux; il pouvait effectuer ce choix. Devant l'urgence et la gravité de la situation (...), l'État devait intervenir rapidement et fermement afin d'assurer le maintien des services essentiels dans le réseau.»

Le juge Viau a d'ailleurs confirmé la validité de la presque totalité de la loi, y compris les dispositions qui mettaient fin à la retenue à la source des cotisations syndicales (une mesure particulièrement douloureuse pour les syndicats) tant que le travail normal n'avait pas repris, et celles qui imposaient des réductions de salaires aux employés refusant de retourner au travail. Ces dispositions portent atteinte à certaines garanties des chartes, mais elles sont justifiées dans le contexte.

«Il fallait bien briser le cercle de l'action illégale et éliminer les risques qui augmentaient démesurément», écrit-il.

Mais la perte d'ancienneté, voilà qui est trop brutal.

Le juge, à la lumière des chartes, considère cette sanction disproportionnée en regard de la gravité de la situation, et l'estime injustifiable dans une société démocratique. Cela équivaut ni plus ni moins à une perte de droits «à perpétuité».

«Et que dire de la perturbation et surtout de l'inéquité causées par l'application de la loi, demande-t-il. En effet, constate le juge, la loi «atteint indistinctement l'employé coupable d'une infraction grave comme le responsable d'une simple vétille.»

Afin de montrer jusqu'où peut aller la loi, le juge donne l'exemple d'une préposée qui a perdu deux ans d'ancienneté pour avoir seulement changé son heure de repos deux fois.

Certaines personnes, travaillant «sur appel», ont mis jusqu'à sept ans de travail pour obtenir deux ans d'ancienneté... qu'elles ont pu perdre en deux jours de grève.

Le juge reconnaît en outre que la loi a eu de sérieux impacts sur la sécurité psychologique des employés.

Par ailleurs, l'argument «linguistique», que plusieurs ont reproché à la CSN — «officiellement» nationaliste — a été rejeté: les décrets faisant entrer la loi en vigueur étaient uniquement en français, mais cela ne viole rien l'article 133 de la Constitution de 1867.

Coup d'État en URSS: le film des événements

d'après AFP

Voici le film des événements de la journée d'hier, heure de Montréal, depuis la destitution du président de l'URSS, Mikhail Gorbatchev.

4 h 15: M. Mikhail Gorbatchev est «en état d'arrestation dans une résidence officielle», affirme un porte-parole de Boris Eltsine.

4 h 45: Boris Eltsine demande que «le président Mikhail Gorbatchev puisse s'exprimer devant le peuple» et dénonce ce «coup d'État de droite, réactionnaire, anti-constitutionnel».

5 h 00: Plusieurs milliers de manifestants, réunis sur la place du Manège, près du Kremlin, protestent contre la destitution de Mikhail Gorbatchev, à l'appel du mouvement Russie Démocratique.

5 h 30: Le président lituanien Vytautas Landsbergis lance un appel au soutien international.

6 h 15: Boris Eltsine, bloqué dans le parlement de la Russie, appelle à la grève générale et promulgue un décret déclarant illégal le décret de Guennadi Ianaiev s'attribuant les pouvoirs du président soviétique.

6 h 30: M. Mikhail Gorbatchev est vivant, retenu dans sa résidence de Crimée, où il passait ses vacances, indique un haut-responsable russe ayant requis l'anonymat.

6 h 50: Les forces spéciales du ministère de l'Intérieur bloquent tous les accès de la Place Rouge et contraignent les manifestants à quitter les lieux. Par ailleurs, Boris Eltsine s'adresse à un petit groupe de manifestants, en grimpant sur un transport de troupes blindé. L'ancien chef de la diplomatie, Edouard Chervardnadze, et Alexandre Iakovlev, proche collaborateur de Gorbatchev, appellent à la constitution dans les pays occidentaux de «comités de soutien à la démocratie en URSS».

7 h 45: Le président américain George Bush, qualifiant le remplacement du président Mikhail Gorbatchev d'«anti-constitutionnel», évoque les «sérieuses conséquences» éventuelles sur les relations américano-soviétiques.

8 h 40: Le président du parlement letton Anatolijs Gorbunov annonce que la direction lettone appelle la population à la désobéissance civile.

9 h 45: Selon l'agence russe RIA, l'état d'urgence est imposé à Léningrad et à Riazan (sud-est de Moscou).

10 h 20: Dans un deuxième décret, Boris Eltsine déclare «prendre sous sa responsabilité» tous les organes exécutifs soviétiques qui agissent sur le territoire de la fédération de Russie».

10 h 25: Les unités spéciales de la milice (OMON) ont pris le central téléphonique de Vilnius, apprend-on auprès de journalistes locaux.

10 h 30: Etat d'urgence décrété à Moscou par le vice-président soviétique Guennadi Ianaiev, selon TASS.

10 h 35: Une session extraordinaire du Soviet Suprême (parlement) de l'URSS aura lieu le 26 août à Moscou, annonce TASS.

11 h 20: M. Guennadi Ianaiev affirme que «Mikhail Gorbatchev se trouve actuellement en Crimée où il se repose d'une fatigue accumulée au cours de ces dernières années. Nous espérons qu'après son rétablissement, il pourra reprendre ses fonctions et que la politique lancée en 1985 sera poursuivie par nous».

11 h 40: Edouard Chervardnadze appelle «tous ceux qui s'opposent à un retour au totalitarisme» à s'engager dans une résistance non violente face aux nouvelles autorités.

12 h 38: Un important mouvement de grève affecte pratiquement tous les bassins miniers de la Fédération de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie, annonce à Moscou un député de la région minière de Vorkouta (Grand Nord).

Où donner de son sang

- Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs en endroits suivants:
- Montréal: au Centre permanent de la Croix-Rouge, 3131, rue Sherbrooke Est, de 9 h à 20 h;
- Malartic: à l'église Saint-Martin-de-Tour, rue Royale, de 14 h à 20 h;
- Napierville: au club paroissial, 262, rue de l'Église, de 14 h 30 à 20 h 30.

La Quotidienne à trois chiffres 103 tirage d'hier à quatre chiffres 6474

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSEES	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30		Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8 h à 17 h.	
REDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES	285-7202
PROMOTION	285-7100	Détailants	285-7306
COMPTABILITÉ	285-6892	National, Télé-Press	285-7265
Grandes annonces	285-6900	Vacances, Voyages	
Annonces classées		Carrières et professions, nominations	285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement: numéro 1400 — Port de retour garanti. (USP5003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



MARDI 20 AOÛT 1991 34-2-01

LES ANNONCES CLASSÉES

La Presse

285-7111

LE COUP D'ÉTAT EN UNION SOVIÉTIQUE

Le putsch d'Ianaïev marque la revanche des conservateurs

d'après AFP
MOSCOU

■ Quarante-huit heures avant la signature d'un nouveau traité de l'Union qui devait marquer le départ de nouvelles relations entre le Kremlin et les républiques soviétiques, les conservateurs de l'appareil communiste ont repris le pouvoir avec l'aide de l'armée et engagé l'Union soviétique dans la voie du retour en arrière. L'équipe dirigeante a profité de l'absence de Mikhaïl Gorbatchev, en vacances comme chaque année au mois d'août à Foros, en Crimée, sur la Mer Noire, pour mener un coup d'État «constitutionnel».

Le danger, qui semblait suffisamment sérieux, et l'opportunité fournie par l'absence du président ont poussé la direction soviétique à agir. Elle l'a fait en retournant contre Mikhaïl Gorbatchev les armes qu'il avait essayé de mettre en place pour se prémunir du type de coup de force du comité central du parti communiste qui avait éliminé Nikita Khrouchtchev, en 1964.

M. Gorbatchev avait tout fait pour construire un «État de droit» et changé à plusieurs reprises la constitution. S'appuyant sur l'article 127 de la constitution, modifiée en décembre dernier, qui prévoit le remplacement du président par le vice-président en cas d'empêchement ou de maladie, M. Ianaïev s'est auto-proclamé «président par intérim» dans la nuit de dimanche à lundi.

Cet article prévoit des élections présidentielles dans les trois mois qui suivent. M. Ianaïev, dans sa première apparition devant la presse en tant que président par intérim, a promis «l'organisation d'élections générales selon des principes démocratiques» sans donner de précisions sur les délais ou sur les modalités.

Pour ce «crime contre l'État», selon l'expression du président russe Boris Eltsine, Guennadi Ianaïev a agi avec ses compagnons de la première heure, qui avaient largement contribué à son élection en décembre. Elle avait été obtenue seulement dans un second tour organisé avec l'insistance de M. Gorbatchev.

Le choix de cet apparatchik au profil

terme de dirigeant du département international des syndicats avait été le fruit d'un compromis de plus de M. Gorbatchev avec l'aile conservatrice. Il avait été fait au niveau du bureau politique du parti, selon certaines sources soviétiques informées. M. Ianaïev ne se contentera pas cependant de son rôle de façade consistant à accueillir à l'aéroport des hôtes étrangers de l'URSS ou à recevoir des lettres de créance des ambassadeurs.

Au sein d'un mystérieux et discret «comité de coordination du comité central sur les républiques», M. Ianaïev jouera un rôle important dans les tentatives de reprise en main au début de l'année dans les États baltes ou le Caucase.

M. Ianaïev n'agit pas seul, on retrouve autour de lui dans le Comité d'État pour l'état d'urgence les personnalités clés de l'appareil militaire et de maintien de l'ordre en URSS: le ministre de la défense, le maréchal Dmitri Iazov, le chef du KGB, le général Vladimir Krioutchkov, le ministre de l'Intérieur, le général Boris Pougou, le responsable de la toute-puissante industrie militaire au Comité Central, Oleg Baklanov.

Le premier ministre Valentin Pavlov s'est joint à eux. Il avait déjà essayé en juin dernier, au parlement, de se faire attribuer les pouvoirs exceptionnels accordés à M. Gorbatchev en décembre pour faire face à la crise économique. Il avait reçu à cette occasion l'appui remarqué de MM. Iazov, Pougou et Krioutchkov.

L'affaire avait tourné court, mais M. Pavlov avait exprimé à nouveau ses distances avec la politique du président, samedi: il avait critiqué la version finale du traité de l'Union qui allait être signée mardi, marquée selon lui par le laxisme face aux républiques et l'absence de vrais pouvoirs pour le centre.

Outre ces six hommes, le comité compte dans ses rangs deux représentants des «forces vives du pays», M. Vassili Starodoubtsev, président de l'Union des paysans, un homme de l'ancien dirigeant conservateur Egor Ligatchev, résolument opposé à la privatisation des terres, et Alexandre Tiziakov, un représentant de l'industrie soviétique.

«À aucun moment, le parti communiste n'apparaît dans cette prise de pou-

voir, et tous les dirigeants se réclament de leur fonction d'hommes d'État ou de représentants d'une organisation publique, et non de leur position de dirigeants communistes. Seule brèche dans cette présentation, le parti communiste est le seul parti autorisé à poursuivre ses activités.

M. Ianaïev a d'ailleurs dit que le sort de M. Gorbatchev en tant que Secrétaire Général serait réglé à un autre niveau que le sien, au Comité Central et au Bureau Politique.

Le Comité d'État sur l'état d'urgence comptait apparemment réussir en douceur, et les troupes ne sont entrées dans Moscou que deux à trois heures après l'annonce de la destitution de M. Gorbatchev, appelées pour faire face au début de mobilisation des réformateurs autour du président russe Boris Eltsine. Leur arrivée avait cependant été préparée bien avant, car les unités de parachutistes ou de la Garde déployées avaient un long chemin à faire avant d'arriver à Moscou.

▶ REPÈRES

Comme Khrouchtchev

Reuter
GENÈVE

■ Par une matinée grise d'octobre 1964, la dépêche de l'agence Tass avait fait l'effet d'un coup de tonnerre: Nikita Khrouchtchev abandonnait ses fonctions en raison de son état de santé et de son âge avancé.

Quelques heures plus tard, il était devenu évident que le maître du Kremlin avait été destitué par les apparatchiks, inquiets de voir sa politique de vastes réformes risquer de saper la toute-puissance du Parti et de la bureaucratie soviétiques.

Pour annoncer hier le départ de Mikhaïl Gorbatchev, Tass a de nouveau invoqué des raisons de santé. Le nouveau pouvoir ne laisse cependant guère place au doute: ses motifs diffèrent peu de ceux de ses prédécesseurs de 1964. Ces derniers avaient rapidement accusé Khrouchtchev d'avoir «une cervelle d'oiseau» et de mener le pays au chaos social et économique.

Le vice-président Guennadi Ianaïev, qui a pris la succession de Gorbatchev à la présidence, a suivi une carrière comparable à celle de Léonid Brejnev, successeur de Khrouchtchev à la tête du Parti.

L'ascension de Brejnev avait été auparavant favorisée par Khrouchtchev, ce qui est aussi le cas entre Ianaïev et Gorbatchev.

Tout comme Gorbatchev, avec toutefois moins d'efficacité et d'ampleur, Khrouchtchev s'était attaqué aux privilèges du Parti. Il en avait brisé le caractère monolithique en le divisant en sections industrielles et agricoles.

Il avait aussi réduit le pouvoir des ministères — qui se remirent à fleurir sous ses successeurs — en créant des conseils économiques régionaux. Cela avait pour but d'assurer une adaptation des décisions du pouvoir central aux nécessités locales, compte tenu de l'immensité de l'Union soviétique.

Comme Gorbatchev, Khrouchtchev avait déjà ordonné une réforme militaire à la fin des années 50 en effectuant des coupes claires dans les effectifs de l'armée, ce qui

lui avait voulu la haine farouche de l'état-major.

Mais si la vieille garde du Parti le détestait, c'était avant tout à cause de son «discours secret» de 1956, qui dénonçait les excès de Staline, son prédécesseur. Sous Gorbatchev, ce thème s'est développé au point de devenir une dénonciation générale de la majeure partie de l'Histoire soviétique.

À l'instar de Gorbatchev, Nikita Khrouchtchev était en vacances sur la mer Noire, après une série de rencontres avec des dirigeants étrangers en vue d'un rapprochement avec l'Ouest, lorsque ses adversaires sont passés à l'action.

Il existe cependant une différence importante entre la manière dont se sont déroulés les deux scénarios, rapidement et largement identifiés comme des coups d'État.

Khrouchtchev, qui avait alors 70 ans, cumulait les fonctions de secrétaire général du Parti et de président du Conseil. Il avait été appelé à Moscou pour comparaître devant ses pairs du Parti et de l'État, conformément aux dispositions de la constitution.

Le numéro un soviétique comprit alors qu'il ne pouvait compter sur aucun soutien, comme cela avait été le cas en 1957, lorsqu'il était parvenu à déjouer une première tentative de coup de force. Il accepta l'inévitable et prit sa retraite, pendant que ses successeurs le faisaient disparaître des livres d'histoire et des archives cinématographiques.

Gorbatchev a 60 ans. Il ne semble pas avoir eu jusqu'à présent une telle occasion de se défendre, bien que, en tant que premier président du pays, il soit responsable devant un Parlement élu.

Officiellement, et du moins pour le moment, il demeure apparemment secrétaire général du Parti, que ses détracteurs l'accusent d'avoir détruit en mettant fin à son monopole sur le pouvoir et en ouvrant le système à d'autres forces politiques.

Khrouchtchev est mort dans la disgrâce, en 1971. Sa politique de déstalinisation fut passée sous silence jusqu'en 1987. Ce fut alors Gorbatchev lui-même qui lui rendit hommage, dans un important discours, en lui sachant gré d'avoir placé l'Union soviétique sur la voie du changement.

Avant sa mort, Nikita Khrouchtchev avait dicté à son fils Sergueï ses mémoires, dans lesquels il estimait que l'heure de la réforme sonnerait de nouveau.



Les nouveaux patrons de l'URSS, regroupés au sein du «Comité d'État pour l'état d'urgence», ont donné hier une conférence de presse. Ce sont, à partir de la gauche, Alexandre Tiziakov, président de l'Association des entreprises d'État et des équipements de l'industrie, de la construction, du transport et des communications; Vassili Starodoubtsev, président de l'Union des paysans d'URSS et membre du Comité central du Parti; le ministre de l'In-

térieur, le général Boris Pougou; le nouveau président Guennadi Ianaïev et Oleg Baklanov, responsable de la toute-puissante industrie militaire au Comité Central. Le ministre de la défense, le maréchal Dmitri Iazov; le chef du KGB, le général Vladimir Krioutchkov et le responsable de l'industrie militaire au Comité central, Oleg Baklanov, n'apparaissent pas sur la photo. PHOTO REUTERS

Les nouveaux patrons de Moscou sont tous issus de la ligne dure du Parti et de l'armée

d'après AP

■ Les hommes qui ont évincé hier le président Gorbatchev et pris le pouvoir en URSS sont tous issus de la ligne dure du Parti communiste et de l'armée. Parmi les huit membres de ce «Comité d'État pour l'état d'urgence», on retrouve ainsi pratiquement tous les plus hauts représentants de l'État soviétique dont le vice-président, le premier ministre, le chef du KGB ainsi que les ministres de la Défense et de l'Intérieur.

Valentin Pavlov: Successeur de Nikola Rijkov en janvier dernier, le premier ministre Valentin Pavlov, 53 ans, avait auparavant occupé le poste de ministre des Finances depuis juillet 89. Au cours de cette période, cet économiste orthodoxe s'était illustré en critiquant durement les hommes d'affaires occidentaux, accusés d'acheter en masse des roubles dans le but de noyer l'économie soviétique. Depuis janvier dernier, M. Pavlov s'était publiquement opposé à Mikhaïl Gorbatchev en refusant que ce dernier «quémante» des crédits occidentaux lors du sommet du G-7 à

Londres et en s'opposant à un trop rapide passage à l'économie de marché. En juin, il avait réclamer au Soviet suprême le transfert de certaines compétences de M. Gorbatchev au gouvernement. Cette tentative avait échoué mais il avait su attirer autour de lui les suffrages de bon nombre de durs.

Vladimir Krioutchkov: Le chef du KGB, Vladimir Krioutchkov est âgé de 67 ans. Ce membre du Politburo, entré au PCUS en 1944, est sorti diplômé de l'Institut diplomatique du ministère des Affaires étrangères avant d'entamer une courte carrière diplomatique à l'ambassade soviétique en Hongrie entre 1954 et 1959. Après un passage au Comité central du Parti de 59 à 67, il entre au KGB dont il gravira peu à peu les échelons. Promu général en 1978, il devient vice-président du KGB avant de succéder à Viktor Tchebrikov, «démismissionné» dix ans plus tard. Au cours de ces deux dernières années, il a été l'un des opposants les plus résolus à Mikhaïl Gorbatchev.

Dimitri Iazov: Ministre de la Défense depuis 1987, le maréchal Dimitri Iazov fait figure de défenseur des intérêts de l'armée. Agé

de 67 ans, il s'est souvent opposé aux réductions drastiques du budget de l'Armée Rouge. Membre du Comité central du PCUS et suppléant au Politburo, il est entré au Parti en 1944, trois ans après s'être engagé dans l'armée. Au sein de celle-ci, Dimitri Iazov occupe de nombreux postes de commandement dont celui de premier adjoint du commandant de la région militaire d'Extrême-Orient de 1976 à 1979, commandant de la région militaire d'Asie centrale, puis de la région militaire d'Extrême-Orient à partir de 1984. «À cette date, il est promu général d'armée. Le 30 mai 1987, Iazov succède au maréchal Sergeï Sokolov, limogé après la rocambolesque intrusion dans l'espace aérien soviétique du Cessna piloté par le jeune Allemand Matthias Rust.

Oleg Baklanov: Depuis février 1988, Oleg Baklanov, un ingénieur de 59 ans à la réputation de technocrate, est secrétaire du Comité central du PCUS et premier vice-président du Conseil de défense. «À ce titre, on peut considérer M. Baklanov comme un haut représentant du complexe militaro-industriel. Il avait aupara-

vant dirigé une usine militaire à Kharkov puis le ministère des Constructions mécaniques générales entre 1983 et 1988.

Boris Pougou: Aparatchik letton, Boris Pougou, 54 ans, est également considéré comme un dur. Ministre de l'Intérieur depuis décembre dernier, il a exercé des responsabilités au sein du Parti à Riga en 1975 avant de diriger le KGB en Lettonie de 80 à 84. Nommé président de la Commission centrale de contrôle du PCUS (chargé de la discipline au sein du Parti), il devient ministre de l'Intérieur en décembre 90. «À ce titre, il est durement critiqué pour les actions violentes menées par ses hommes, les «bérêts noirs», contre les indépendantistes de la république.

Vassili Starodoubtsev et A. Tiziakov: Il existe peu d'informations sur Vassili Starodoubtsev, 59 ans, président de l'Union des paysans d'URSS et membre du Comité central du Parti depuis juillet 1990, et A. Tiziakov, président de l'Association des entreprises d'État et des équipements de l'industrie, de la construction, du transport et des communications.

Ianaïev, un apparatchik conservateur

Agence France-Presse
MOSCOU

■ Guennadi Ianaïev, 54 ans, qui assume depuis hier les fonctions de président de l'Union soviétique, avait été élu vice-président de l'URSS fin décembre 1990, poste auquel il avait été proposé par Mikhaïl Gorbatchev sous la pression des conservateurs de la direction soviétique.

Véritable apparatchik — il a fait toute sa carrière dans les organisations satellites du parti communiste —, M. Ianaïev a été brièvement président des syndicats (avril à juillet 1990). Il a atteint les sommets de la hiérarchie il y a un an, lors du 28^e congrès du PCUS, en accédant au Bureau politique directement comme membre de plein droit sans passer par le stade de membre suppléant.

Né en 1937 en Russie, ce gros fumeur — il ne déteste pas les américaines, des Marlboro de préférence — aime se présenter comme un «radical-réaliste». Ingénieur et juriste, il a fait ses études à l'Institut agricole de

Gorki et a suivi les cours par correspondance de l'Institut de droit de Moscou.

Après des débuts aux jeunes communistes de Gorki (redevenu Nijni-Novgorod), à l'est de Moscou, il grimpe les échelons dans l'appareil local du parti. Sa carrière prend ensuite un tour international.

Sa connaissance de l'anglais et de l'allemand le conduit à presider, de 1968 à 1980, le comité des organisations de jeunesse de l'URSS, un des nombreux appendices du parti.

Vice-président de l'Union des Sociétés d'amitié avec l'étranger à partir de 1980, Guennadi Ianaïev est entré en 1986 au Conseil central des syndicats.

Député depuis mars 1989, choisi non au suffrage universel mais par le syndicat parmi ses places réservées, M. Ianaïev est alors présenté comme chef du groupe communiste au Congrès des députés. Il est également à cet époque membre de la commission des affaires internationales du Soviet Suprême et s'occupe des dossiers internationaux au parti.

Ces multiples fonctions ne le

poussent pourtant pas sur le devant de la scène et peu de Soviétiques avaient entendu parler de lui avant son accession à la vice-présidence.

Des étrangers qui l'ont rencontré du temps de ses fonctions syndicales avaient noté ses prises de position conservatrices, ouvertement critiques à l'égard de Mikhaïl Gorbatchev. «Il parlait du danger de guerre civile, se demandant ce que faisait le président», se souvient un de ses anciens interlocuteurs. Candidat à un doctorat en sciences historiques, il avait présenté en 1990 une thèse intitulée «Trotskisme et anarchisme».

Dans le grand débat sur le passage au marché, Guennadi Ianaïev, tout en se réclamant de la politique préconisée par M. Gorbatchev, a beaucoup insisté sur la défense des plus pauvres, le cheval de bataille de l'appareil conservateur des syndicats pour refuser les réformes.

Marié et père de deux enfants, M. Ianaïev avait été présenté par M. Gorbatchev comme «un homme de principes, solide, un partisan actif de la perestroïka».



Guennadi Ianaïev (à droite) en compagnie de Mikhaïl Gorbatchev, lors d'une réunion du Soviet suprême, le 7 mars dernier.

LE COUP D'ÉTAT EN UNION SOVIÉTIQUE



Le président de Russie, Boris Eltsine (au centre), a lancé un appel aux militaires soviétiques et aux agents du KGB, les enjoignant à ne pas tirer sur leurs compatriotes. PHOTO AP

«Soldats, pensez à vos proches», lance Eltsine

Associated Press
MOSCOU

Voici des extraits de l'appel lancé hier par le président de Russie, Boris Eltsine, aux militaires soviétiques et aux agents du KGB, les enjoignant à ne pas tirer sur leurs compatriotes:

«Le pays est menacé par une vague de terreur. L'ordre promis par ceux qui se sont auto-proclamés, les sauveurs de la patrie va finir par une tragédie, la suppression de la dissidence, les camps de concentration, les arrestations de nuit.»

«Soldats et officiers! En ce moment tragique pour la Russie et l'ensemble du pays, je m'adresse à vous. Ne tombez pas dans ce filet de mensonges, de promesses et de spéculation démagogique concernant le devoir militaire! Ne devenez pas l'instrument aveugle de la

volonté criminelle d'un groupe d'aventuriers qui ont foulé aux pieds la constitution et les lois soviétiques.

«Soldats, c'est à vous que je m'adresse. Pensez à vos proches, à vos amis. N'oubliez pas que vous avez prêté le serment d'être loyal envers le peuple — le peuple contre qui on essaie de tourner vos fusils.»

«On peut construire un trône à partir de baionnettes, mais on ne reste pas longtemps assis dessus. Il ne peut pas y avoir de retour en arrière. Les jours des conspirateurs sont comptés.»

«Des nuages de terreur et de dictature obscurcissent le ciel de Russie. Mais ils ne se transformeront pas en nuit éternelle. La loi finira par triompher et le peuple, qui a beaucoup souffert, recouvrera à nouveau la liberté. Pour toujours, cette fois.»

Gorbatchev aurait refusé de cautionner sa destitution

Agence France-Presse
MOSCOU

Le président Mikhail Gorbatchev aurait été ramené dans la soirée de samedi à dimanche à Moscou pour y rencontrer la direction soviétique et cautionner publiquement son départ du pouvoir, ce qu'il aurait refusé, a annoncé hier soir le correspondant de la chaîne de télévision française TF1 à Moscou, citant «une source de l'entourage immédiat de Boris Eltsine».

Selon cette source proche du président russe, M. Gorbatchev serait revenu en avion spécial de Crimée pour se retrouver face au vice-président Guennadi Ianaïev, aux ministres de la Défense et de l'Intérieur, Dmitri Iazov et Boris Pougou, au chef du KGB Vladimir Krioutchkov, à Oleg Blakanov, responsable de l'industrie militaire au Comité central du parti communiste, accompagnés du premier ministre Valentin Pavlov.

Ces six responsables font partie du Comité d'État pour l'état d'ur-



Mikhail Gorbatchev

gence officiellement constitué lundi. Anatoli Loukianov, le président du Soviet suprême (parlement soviétique), aurait également assisté à cette rencontre.

Après son refus, Mikhail Gorbatchev aurait été renvoyé dans sa résidence de Crimée. Il s'y trouvait hier et, selon M. Ianaïev, il s'y «repose d'une fatigue accumulée au cours de ces dernières années».

Lors de sa conférence de presse

Eeltsine, dernier rempart de la démocratie

RÉMI HYPPIA
collaboration spéciale

Souvent négligé par les dirigeants occidentaux qui avaient jeté leur dévolu sur Gorbatchev, le président de la République de Russie, Boris Eltsine, risque de devenir celui vers lequel tous les yeux se tourneront en Russie et en Occident.

Depuis son élection au suffrage universel en juin dernier, Eltsine se trouvait en position de force puisqu'il pouvait affirmer un dirigeant plus légitime que Gorbatchev lui-même, le président soviétique ne s'étant pas encore soumis au vote populaire. Il devient le plus grand obstacle se dressant devant les conservateurs, qui tenteront sûrement d'effacer plusieurs acquis de la perestroïka (le restructuration économique), mais



surtout de la glasnost (la transparence).

Il ne faut pas oublier que depuis le début de l'été, on avait constaté un rapprochement entre les deux présidents. Lors de l'intronisation officielle d'Eltsine, en juillet, Gorbatchev avait déclaré que l'élection du 12 juin constituait un résultat concret des changements démocratiques en URSS. En juillet, Eltsine avait accepté de signer le nouveau traité d'Union, le même qui vient d'être suspendu par les nouveaux dirigeants. Tout récemment, le fougueux président russe demandait la dépolitisation des forces armées et des institutions officielles, ce qui a sûrement heurté de front les «traditionalistes».

Le président de la Fédération de Russie a appelé ses concitoyens à la grève générale, afin de faire comprendre aux nouveaux dirigeants que l'on ne peut plus revenir en arrière. Il a demandé aux troupes soviétiques et aux fonctionnaires du gouvernement central de se placer sous ses or-

dres et d'ignorer les décrets des nouveaux dirigeants. Malgré cela, fait à noter, ces mêmes dirigeants n'ont pas encore osé arrêter Eltsine, ce qui laisse présager qu'ils ne veulent pas s'allier complètement la population russe et avaliser la thèse qu'ils sont effectivement les représentants de forces antidémocratiques.

Boris Eltsine peut-il réellement tenir tête au puissant appareil d'État du gouvernement central? Théoriquement, Eltsine, lors de la déclaration de souveraineté de la Russie l'été dernier, avait placé sous son autorité toutes les institutions fédérales, incluant les forces de sécurité. Encore une fois, il faut rappeler que l'armée, le ministère de l'Intérieur et le KGB sont divisés sur l'avenir de l'URSS, tout comme la société en général. Eltsine pourrait, si ce n'est déjà fait, compter sur la collaboration des éléments les plus réformistes des forces armées, de la police et du KGB pour contre-carrer les projets des conservateurs.

Durant les prochains jours, il faudra observer attentivement la manière dont Eltsine agira et les actions qui seront éventuellement entreprises contre lui. Il est encore trop tôt pour spéculer sur le dénouement de cette crise politique en URSS. On risque d'assister à une polarisation entre les réformateurs, Eltsine, Shevardnadze, Iakovlev contre les Pougou, Krioutchkov, Ianaïev.

Le nouveau de la chute de Gorbatchev a fait l'effet d'une bombe, mais le «coup d'État» pourrait se révéler n'être à la longue qu'un énorme pétard mouillé, si le nouveau gouvernement ne peut contrôler efficacement le pays, et devenir le chant du cygne des conservateurs. Ceux-ci auront réussi par cette action d'éclat à se discréditer aux yeux d'une population qui avait sans doute raison d'être de plus en plus critique envers Gorbatchev.

Rémi Hyppia est chargé de cours à l'Université Concordia et chercheur à l'Université du Québec à Montréal.

Edouard Chevardnadze appelle la population soviétique à la résistance non-violente

d'après AFP
MOSCOU

L'ancien chef de la diplomatie soviétique Edouard Chevardnadze a appelé hier à Moscou la population à s'opposer de manière non-violente aux nouvelles autorités et réaffirmé le soutien du mouvement réformateur à l'appel à la grève générale lancé par le président russe, Boris Eltsine.

Au cours d'une conférence de presse organisée à la hâte, M. Chevardnadze a appelé «tous ceux qui s'opposent à un retour au totalitarisme» à s'engager dans une résistance non-violente contre le nouveau pouvoir à la suite de la destitution, le même

jour, du président Mikhail Gorbatchev.

«L'opposition contre cette dictature terrible et un régime totalitaire est dans l'intérêt de toute l'humanité», a déclaré l'ancien ministre, co-fondateur du Mouvement pour les réformes démocratiques (MRD). Il a réitéré le soutien du MRD à l'appel à une grève générale lancé par le président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, qui, a-t-il ajouté, a «correctement saisi la tâche du moment».

M. Chevardnadze a accusé les dirigeants conservateurs, militaires et hommes politiques, qui composent le «Comité d'État pour l'état d'urgence» nouvellement créé, de faire des «promesses démagogiques» quant à la sortie du pays de la crise, des promesses, a-t-il ajouté, qu'ils ne seront pas capables de tenir.

L'ancien ministre des affaires étrangères, qui avait démissionné de son poste en décembre dernier et avait mis en garde à l'époque

contre les dangers d'une «dictature» en URSS, a qualifié la destitution de M. Gorbatchev d'«aventurisme politique pur et simple». «La conséquence de cette aventure sera une aggravation de la situation et la descente dans la guerre civile», a-t-il poursuivi.

Plus tôt dans la journée, MM. Chevardnadze et Alexandre Iakovlev, tous deux co-fondateurs du MRD et anciens proches collaborateurs de M. Gorbatchev, avaient déjà exprimé leur soutien à la déclaration de M. Eltsine, appelant notamment à une grève générale. Les deux dirigeants réformateurs, dans un communiqué transmis à l'AFP, avaient également appelé à la constitution dans les pays occidentaux de «comités de soutien à la démocratie en URSS».

Au cours de sa conférence de presse, M. Chevardnadze a lancé un appel à l'aide à la communauté internationale, estimant que «tout le monde va souffrir» si les nouvelles autorités gardent le pouvoir. Il a en outre indiqué que

les lignes téléphoniques des locaux du MRD avaient été coupées mais que le mouvement était encore en mesure de diffuser des informations par téléfax.

«À l'occasion de cette conférence de presse, le MRD a distribué une déclaration publique qualifiant la destitution de M. Gorbatchev de «tragédie nationale» et rejetant l'affirmation des nouvelles autorités selon lesquelles le président soviétique avait été démis pour des raisons de santé.

Le MRD réclame également une «intervention immédiate du président devant le peuple» pour qu'il puisse s'expliquer sur les derniers événements. «Si le président a participé à ce qui vient d'arriver, d'une manière ou d'une autre, il doit s'expliquer là-dessus», dit le texte de la déclaration. «Les instigateurs du coup ont fait un mauvais calcul s'ils pensent que les gens de l'armée vont agir contre leurs frères et soeurs», ajoute le MRD.

hier à Moscou, le nouveau leader soviétique a ajouté: «Je pense que nous rendrons public un bulletin médical sur l'état de santé du président en temps utile... Laissez-moi vous dire que rien ne menace Mikhail Sergueïevitch Gorbatchev. Il est en lieu sûr mais il a besoin de temps pour se sentir mieux.»

Mikhail Gorbatchev n'est pas «un criminel d'État» et «n'affronte aucun danger», a indiqué M. Ianaïev. «Nous espérons qu'après son rétablissement, il pourra reprendre ses fonctions. La politique qu'il a lancée en 1985 sera poursuivie par nous», a-t-il affirmé.

«La décision de créer un comité d'État d'urgence sera entérinée par le Soviet Suprême soviétique, ce qui prouve que la constitution est respectée», a estimé M. Ianaïev.

Le vice-président a précisé que «tous les engagements passés par Gorbatchev avec l'étranger seront tenus, notamment ceux passés avec le chancelier allemand Helmut Kohl».



L'armée mal reçue

La foule se rassemble autour d'un char et tente de lui bloquer le passage, sur la Place Rouge, à Moscou. Les véhicules militaires sont apparus hier dans les rues de la capitale soviétique à la suite du coup d'État qui a provoqué la chute du président Mikhail Gorbatchev. PHOTO AP

Chronologie de 77 mois de «gorbatchévisme»

Agence France-Presse
MOSCOU

Voici les grandes dates de Mikhail Gorbatchev, de son accession au poste de secrétaire général du PCUS le 11 mars 1985, à son renversement dans la nuit de dimanche à lundi.

— 1985 —

11 mars: Mikhail Gorbatchev, 54 ans, est élu à la tête du Parti, le lendemain de la mort de Constantin Tchernenko, 73 ans. Il entend aussitôt une politique de rajeunissement des cadres.

2 juillet: Edouard Chevardnadze, chef du PC de Géorgie, succède à la tête de la diplomatie soviétique à Andreï Gromyko qui l'a dirigée pendant 30 ans et qui est élu aux fonctions honorifiques de chef de l'État.

15 octobre: Gorbatchev présente un plan de restructuration économique (perestroïka).

— 1986 —

6 mars: le 27^e congrès du PCUS s'achève par un profond remaniement des instances dirigeantes.

23 décembre: retour à Moscou après sept ans d'exil forcé à Gorki du dissident et prix Nobel de la Paix Andreï Sakharov (décédé le 14 décembre dernier).

— 1987 —

30 mai: limogeage du Maréchal Sergueï Sokolov, ministre de la Défense, auquel succède Dmitri Iazov, après l'attentat sur la Place Rouge à Moscou

du Cessna du jeune ouest-allemand Matthias Rust.

8 décembre: Signature à Washington du traité d'élimination des INF (missiles à moyenne portée), lors du 3^e sommet Reagan-Gorbatchev.

— 1988 —

28 février: Violents affrontements entre Arméniens et Azéris à Soumgaït (Azerbaïdjan). Ces incidents marquent le début d'une série de graves troubles inter-ethniques qui s'étendent notamment à plusieurs républiques du Caucase et d'Asie centrale et se développent dans un climat de contestation du pouvoir central.

18 mai: arrivée en URSS du premier convoi militaire marquant le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan qui s'achèvera le 15 février 1989.

1^{er} octobre: Mikhail Gorbatchev est élu chef de l'État en remplacement de Gromyko et cumule ce poste avec celui de secrétaire général du PCUS. Mise à l'écart ou marginalisation de la vieille garde brejnevienne.

1^{er} décembre: adoption par le Soviet suprême de la nouvelle constitution qui renforce le pouvoir présidentiel.

7 décembre: Devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York, Gorbatchev annonce que l'URSS procédera unilatéralement à une réduction de 500 000 hommes de ses troupes stationnées en Europe de l'est et dans la partie européenne de l'URSS. Il annonce également un retrait substantiel de troupes soviétiques en Mongolie. Il regagne précipitamment Moscou en raison d'un séisme en Arménie.

— 1989 —

26 mars: Les Soviétiques désavouent 20 p. cent des dirigeants de l'appareil dans les quinze républiques, lors des élections au nouveau Congrès des députés du peuple.

16 mai: un sommet historique entre Gorbatchev et le numéro un chinois Deng Xiaoping scelle la normalisation entre les deux géants du monde communiste après 30 ans de brouille.

25 mai: Gorbatchev est élu par le Congrès des députés pour cinq ans à la tête de l'État avec des pouvoirs renforcés.

juillet: Longue grève de 200 000 mineurs en Ukraine et en Sibérie.

6 juillet: Dans un discours devant le Conseil de l'Europe, M. Gorbatchev définit sa conception de la «maison commune européenne». Il explicite sa vision nouvelle des relations entre pays du bloc socialiste, abandonnant officiellement la «doctrine Brejnev».

1^{er} décembre: Gorbatchev et son épouse Raïssa sont reçus par le pape Jean-Paul II au Vatican. Ils auront un deuxième entretien au Vatican le 18 novembre 1990.

2 et 3 décembre: à Malte, premier sommet entre les présidents George Bush et Gorbatchev qui décident de jeter les bases d'une «ère nouvelle».

— 1990 —

15 janvier: État d'urgence au Caucase à la suite d'affrontements meurtriers entre Arméniens et Azéris.

31 janvier: Mikhail Gorbatchev donne un aval assorti de nuances au pro-

sus de réunification allemande qu'il qualifie d'inéluctable. Le 16 juillet suivant, dans le Caucase, le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl et M. Gorbatchev s'entendent pour une Allemagne unifiée, souveraine et libre d'appartenir à l'OTAN.

7 février: Après trois jours d'après débats, le Comité central ouvre la voie au multipartisme en URSS.

11 mars: La déclaration d'indépendance de la Lituanie entraîne un bras de fer entre Vilnius et Moscou.

14 mars: Institution d'un système présidentiel de gouvernement avec l'élection de M. Gorbatchev à la présidence de l'URSS.

29 mai: Le réformateur Boris Eltsine, triomphalement élu député de Sverdlovsk (Oural) en mars, est élu président du parlement de la république de Russie, la plus importante des 15 républiques.

10 juillet: Le pouvoir de Gorbatchev est renforcé avec sa réélection comme secrétaire général du PCUS (28^e congrès).

20 décembre: démission-surprise du chef de la diplomatie soviétique Edouard Chevardnadze, un des piliers de la perestroïka et un des plus proches collaborateurs de M. Gorbatchev. M. Chevardnadze annonce qu'il part pour protester contre l'avancée de la dictature.

— 1991 —

11-13 janvier: M. Gorbatchev déclare ne pas avoir été prévenu de l'intervention militaire contre les installations de la radio et de la télévision à Vilnius (14

morts, plus de 150 blessés).

17 mars: Référendum sur l'Union: 76,4 p. cent de votes favorables à «une Union renouvelée de républiques souveraines», selon les résultats officiels. Moscou et Leningrad désavouent Gorbatchev avec un «oui» acquis de justesse et Kiev (Ukraine) dit «non» à l'Union.

12 juin: Élection de Boris Eltsine, grand rival politique de M. Gorbatchev, comme président de la république de Russie.

17 juillet: Les dirigeants des sept principaux pays industrialisés (G-7) passent un accord en six points avec M. Gorbatchev, invité au sommet du G-7 à Londres, afin de travailler ensemble à l'intégration de l'URSS dans l'économie mondiale.

25-26 juillet: Victoire tactique de M. Gorbatchev lors du plenum du comité central: il obtient l'adoption «dans son principe» de son programme «révolutionnaire» qui abandonne les références de base du parti marxiste-léniniste au profit de notions sociales-démocrates.

27 juillet: Alexandre Iakovlev, l'un des pères fondateurs de la perestroïka et son idéologue le plus convaincu, annonce qu'il quitte l'équipe des conseillers de M. Gorbatchev.

31 juillet: Les présidents Gorbatchev et Bush signent à Moscou le traité START, premier accord sur la réduction des arsenaux nucléaires stratégiques des deux superpuissances.

16 août: M. Iakovlev démissionne du PCUS et agit le spectre du «coup d'État» que, selon lui, prépare la direction du parti.

LE COUP D'ÉTAT EN UNION SOVIÉTIQUE

Surprise et inquiétude

d'après Reuter et AFP
PARIS

■ De Washington à Paris en passant par Londres et Bonn, les dirigeants ont exprimé hier leur inquiétude après la destitution de Mikhaïl Gorbatchev, tout en espérant que les nouveaux maîtres du Kremlin poursuivront ses réformes et respecteront les engagements internationaux pris par l'Union soviétique.

« Nous n'avons jamais écarté de notre esprit la possibilité d'un retour » à une menace militaire venant de l'Union soviétique, a déclaré hier soir le président François Mitterrand. Et « nous n'avons jamais dégainé et nous n'avons pas l'intention de dégarnir notre défense, surtout dans son essentiel, c'est à dire sa force de dissuasion stratégique et nucléaire », a-t-il ajouté. Pour M. Mitterrand, « si les Soviétiques veulent préserver toutes les chances de la paix dans le cadre de la politique fixée par M. Gorbatchev, alors il n'y a pas lieu de s'inquiéter ». M. Mikhaïl Gorbatchev a été renversé par une « prise de pouvoir anticonstitutionnelle », a affirmé le premier ministre britannique, M. John Major. « Ce qui semble s'être produit, c'est un coup contre le processus de réformes ». Le secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd a annoncé de son côté hier soir que la Grande-Bretagne allait suspendre son fonds d'aide technique bilatérale à l'URSS de 50 millions de livres (83 millions de dollars).

« A Bruxelles, le Conseil de l'Atlantique-nord, organe suprême de l'OTAN, a décidé hier de tenir d'ici la fin de la semaine à Bruxelles une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères de l'OTAN pour étudier la situation en URSS, selon une source diplomatique.

Le président François Mitterrand s'est entretenu dans la journée avec les dirigeants américain, britannique et allemand, ainsi qu'avec le premier ministre des Pays-Bas, pays assurant la présidence tournante de la CEE. Selon des sources britanniques, le président français est favorable à la convocation d'un sommet occidental extraordinaire, à la suite de la réunion, mardi à La Haye, des ministres des Affaires étrangères des pays de la CEE.

La Commission européenne étudiait les moyens à mettre en oeuvre pour suspendre l'aide au Kremlin, au cas où les Douze décideraient de l'arrêter. Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Hans van den Broek a, au nom de la Communauté, exprimé les graves préoccupations de celle-ci.

A Tokyo, où la bourse a réagi très brutalement à la baisse au renversement de M. Gorbatchev, le gouvernement japonais a émis l'espoir que « la perestroïka ne sera pas affectée ».

Dans les pays de l'Est les préoccupations sont encore plus vives. Tout en considérant « qu'il n'y avait pas de danger imminent » pour son pays le président tchécoslovaque Vaclav Havel a estimé qu'il ne fallait pas « s'adonner à des illusions et prendre à la légère » les événements en URSS qui lui rappellent « tristement » l'écrasement du « Printemps de Prague » en 1968.

Le président polonais Lech Walesa a clairement indiqué que son pays continuerait à « construire la démocratie et à réformer l'économie » et a souhaité que les rapports de la Pologne avec l'URSS demeurent « amicaux ». Quant à la Yougoslavie, elle suit « avec une grande inquiétude » l'évolution de la situation en Union soviétique.

En vacances au Portugal, le secrétaire général des Nations unies, Javier Perez de Cuellar, a exprimé l'espoir que la destitution de Mikhaïl Gorbatchev ne dégènerait en guerre civile et ne remettrait pas en cause le processus de démocratisation dans le reste de l'Europe de l'Est.

Le gouvernement suédois, qui a annoncé être prêt à accueillir quelque 10 000 demandeurs d'asile venant d'Union soviétique, a renoué son soutien aux républiques baltes, après la destitution du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev.

La Finlande a déploré l'instauration de l'état d'urgence en Union soviétique.

Robert Pontillon, président de l'Assemblée générale de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), a souhaité que l'organisation européenne de défense obtienne des nouvelles autorités soviétiques le respect des engagements internationaux pris par Mikhaïl Gorbatchev.

La Turquie et l'Inde ont réagi avec prudence. La chute de Mikhaïl Gorbatchev devrait servir d'avertissement à l'Inde et l'inciter à aborder avec prudence la réforme de son économie socialiste, a estimé le premier ministre Narasimha Rao.

Bush s'oppose sans équivoque au coup d'État

Agence France-Presse
WASHINGTON

■ Les États-Unis se sont opposés hier soir sans équivoque au coup d'État en URSS, apportant leur soutien à l'appel du président de Russie Boris Eltsine pour « la restauration des organes de pouvoir légaux » et le retour de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de l'État soviétique.

Rentré d'urgence hier après-midi de sa résidence de vacances de Kennebunkport (Maine), le président George Bush a publié dans la soirée un communiqué nettement plus ferme que ses déclarations de la matinée. Le président a ainsi non seulement confirmé l'arrêt de l'aide économique américaine à l'URSS, mais a également exprimé le soutien des États-Unis à « tous les dirigeants (soviétiques) constitutionnellement élus », et son « opposition à l'utilisation de la force ou de l'intimidation pour les écarter ou

restreindre leur droit à la liberté de parole ».

M. Bush a également indiqué clairement l'opposition de Washington « à l'usage de la force dans les États de la Baltique, ou contre quelque république que ce soit, dans le but de supprimer ou de remplacer des gouvernements démocratiquement élus ».

Le communiqué présidentiel a été publié alors que l'armée soviétique se livrait, selon des informations en provenance de Moscou, à des manoeuvres d'intimidation en Lettonie et en Lituanie, qui ont déjà fait un mort.

Il aura fallu moins de 24 heures pour que Washington réagisse à un événement qui, de l'aveu même de Brent Scowcroft, conseiller présidentiel aux affaires de sécurité, avait pris de court l'administration américaine.

Dans son communiqué, M. Bush constate que « la situation continue d'évoluer » et que les informations sur cette évolution

« restent incomplètes ». Dans l'aviation ramenant le président américain à Washington, M. Scowcroft avait fait remarquer que, contrairement à l'habitude, les chars ne s'étaient mis en place que plusieurs heures après l'annonce officielle de la prise du pouvoir par le « Comité d'État pour l'état d'urgence » présidé par Guennadi Ianaiev.

La constatation de M. Scowcroft et la déclaration du président laissent entendre que pour la Maison-Blanche rien n'est encore tout à fait joué en URSS et que tout pourrait encore basculer. M. Bush avait d'ailleurs indiqué dans la matinée que les coups d'État ne réussissent pas toujours.

Le président George Bush a publié son communiqué après s'être entretenu avec les principaux alliés des États-Unis, ainsi qu'avec Lech Walesa et Vaclav Havel, présidents de Pologne et de Tchécoslovaquie. La Maison-Blanche a souligné que dans les conversations avec MM. Walesa et Havel,

« le caractère irréversible du processus démocratique en Europe de l'Est avait été souligné ».

Dès son arrivée, le président Bush a convoqué les principaux membres de son cabinet, notamment le secrétaire général de la Maison-Blanche John Sununu, Brent Scowcroft et Robert Gates, respectivement conseiller présidentiel et conseiller présidentiel adjoint aux affaires de sécurité, le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes, Lawrence Eagleburger, secrétaire d'État adjoint, et Donald Atwood, secrétaire adjoint à la Défense.

Le secrétaire d'État James Baker, qui se trouvait en vacances dans le Wyoming était attendu en fin de soirée à Washington et devait s'entretenir ce matin avec M. Bush. Le secrétaire à la Défense Dick Cheney était également attendu dans la capitale fédérale.

La classe politique américaine a également condamné le « coup d'État » perpétré dans la nuit contre le président soviétique, de nombreux parlementaires évoquant le risque d'un retour de la guerre froide.

« Je pense que nous devons condamner très fortement ce qui vient de se passer et dire très fermement à ceux qui ont pris le pouvoir de façon illégitime qu'ils

ne seront pas soutenus ni, à ce stade, reconnus par notre pays », a affirmé le président de la Commission des forces armées du Sénat, le Démocrate Sam Nunn.

Le sénateur de Georgie a indiqué que le plan de réduction des armements qui vient d'être signé entre les États-Unis et l'Union soviétique « pouvait toujours être stoppé, si nécessaire ».

Un des responsables républicains à la Chambre des représentants, Newt Gingrich, a rendu hommage au « courage » de Mikhaïl Gorbatchev avant d'avertir le nouveau régime, qu'il a qualifié de « dictature », que la répression des défenseurs de la démocratie ferait de l'Union soviétique un État « paria ».

M. Gingrich a également estimé qu'il fallait « envoyer un signal » à la nouvelle direction lui montrant qu'elle ne pourrait « pas survivre ».

Le sénateur républicain Richard Lugar a approuvé la décision du président Bush de suspendre la coopération économique avec l'Union soviétique. C'est une « mesure internationale très significative », a-t-il estimé.

De nombreuses associations ont également dénoncé le renversement de M. Gorbatchev. L'Union des comités pour les juifs soviétiques a craint le « gel » de l'émigration. L'AFL-CIO a condamné la « main basse » sur le pouvoir de la part des « durs » du régime. Approuvant l'appel de Boris Eltsine à la grève générale, le syndicat a demandé aux Américains de boycotter les produits soviétiques. La Fédération des scientifiques américains a envoyé un message de soutien au président déchu et a prôné un boycott scientifique de l'URSS.



Le chancelier allemand Helmut Kohl (à g.), ayant à ses côtés son ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, a invité hier à Bonn les nouveaux dirigeants soviétiques à poursuivre la politique de M. Gorbatchev.

L'Allemagne consternée

Agence France-Presse
BONN

■ L'Allemagne a réagi avec consternation, hier, à la destitution de Mikhaïl Gorbatchev et a exigé la poursuite de sa politique de réformes qui avait permis l'unification allemande.

Le chancelier Helmut Kohl, ami personnel et grand défenseur de l'ex-président soviétique auprès des Occidentaux, s'est dit « profondément préoccupé ».

Interrompant ses vacances en Autriche pour donner une conférence de presse à Bonn, il est apparu la mine défaite, exigeant d'un ton grave que soit « garantie l'intégrité physique » de l'ex-président soviétique qui a « largement contribué à la paix ».

En outre, M. Kohl a mis en garde l'Union soviétique contre tout recours à la violence et estimé que l'URSS doit « poursuivre la politique de réformes et de démocratisation » pour espérer le maintien de l'aide occidentale. Il a affirmé ne pas avoir été contacté pour l'instant par la nouvelle équipe dirigeante de Moscou.

Fait très rare, le chef du gouvernement a convoqué, en fin d'après-midi à Bonn, une table ronde rassemblant tous les chefs de partis et de groupes parlementaires — à l'exception du Parti communiste renoué (PDS) — pour évoquer la situation en URSS.

À l'unisson du chancelier, le président du Parti social-démocrate (SPD, opposition), Bjoern Engholm, a estimé que l'Union soviétique perd un « porteur d'espoir ». Il a exigé de Moscou le « respect des droits de l'Homme et des minorités » et la poursuite des réformes.

Les milieux économiques étaient également en état de choc: la perestroïka bénéficiait d'un soutien financier massif de l'Allemagne, sans précédent de la part d'un pays occidental et estimé à 35 milliards \$ US.

« Si l'on revient à un régime totalitaire en URSS, cela aura des conséquences dramatiques pour l'économie allemande », a commenté un banquier. La Bourse de Francfort a chuté, hier, de près de 10 p. cent, tandis que le deutschemark plongeait face aux devises fortes.

Bonn a refusé pour l'instant

d'évoquer des sanctions économiques: il s'agit en priorité d'assurer « la stabilité de la situation internationale », a souligné le ministre de l'Économie, Juergen Moellemann.

L'Allemagne est d'autant plus préoccupée qu'elle compte sur son territoire le plus gros contingent de Forces soviétiques en-dehors de l'URSS: 273 000 hommes et leurs familles sont toujours stationnés dans l'ex-RDA.

Un porte-parole de l'Armée rouge a indiqué à Berlin que « l'état d'urgence ne concerne pas les troupes basées en Allemagne ». Leur retrait, que Moscou s'est engagé à opérer d'ici la fin 1994, « se poursuivra comme prévu », a-t-il assuré.

Les forces américaines en Allemagne occidentale, fortes de quelque 300 000 hommes, ont indiqué qu'elles « n'ont pas constaté de changements dans les activités de l'armée soviétique ».

Depuis plusieurs mois, l'Armée rouge menace de ralentir son retrait de l'ex-RDA. Moscou critique la lenteur du programme de construction de logements pour les rapatriés, dont Bonn s'est engagé à soutenir le financement.

Dans sa maison de Kennebunkport, le président George Bush s'entretient de la situation en Union soviétique avec le premier ministre Brian Mulroney.

PHOTO REUTERS

► REPÈRES

Triste retour à la normale

CHARLES-PHILIPPE DAVID
collaboration spéciale

■ Il est possible, ainsi, que les relations Est-Ouest retombent dans une forme de « business as usual », sans les idéaux des dernières années mais sans les craintes d'un retour aux mauvaises décennies de la guerre froide non plus.

Le coup d'État de palais d'il y a quarante-huit heures à Moscou est sans aucun doute le plus grand revers des relations internationales, en tout cas des relations Est-Ouest, depuis l'imposition de la Loi martiale en décembre 1981 à Varsovie par le général Jaruzelski. Le parallèle entre la retraite quasi-forcée de Gorbatchev, pour des raisons de « santé », et celle de Khrouchtchev en 1964 est vraiment frappant, tout comme Gennady Yanayev aujourd'hui ressemble à Leonid Brejnev, (qui succéda à Khrouchtchev). Le scénario est identique dans ces deux changements de pouvoir: les éléments conservateurs du parti communiste, de l'armée et du KGB se regroupent au sein d'un « comité de salut national » pour mettre fin aux politiques jugées désastreuses des réformateurs.

Cette fois, cependant, les effets de ce renversement de régime « à la Pinochet » sont encore plus spectaculaires et inquiétants. D'abord pour le peuple soviétique qui a goûté aux fruits de la liberté et qu'on imagine mal accepter à long terme (si on se rend jusque là) le retour du pendule vers les années brejneviennes de marasme, de corruption et de répression.

On peut vivement souhaiter en Occident que ce coup d'État échoue et que les peuples soviétiques soient en mesure de « s'unir » cette fois pour défaire ce putsch réactionnaire anti-Gorbatchev. Cet espoir est probablement illusoire: l'URSS est un pays divisé, appauvri et où Gorbatchev n'est plus depuis longtemps le héros et le sauveur que nous avons eu trop tendance à glorifier. Yanayev et ses acolytes, à l'instar de toute bonne dictature, voudront d'ailleurs profiter de la situation précaire dans laquelle se retrouvent l'économie et la société soviétiques, pour légitimer leur autorité et prouver qu'ils peuvent faire mieux que Gorbatchev ou Yeltsin. Cette tactique de la vieille maxime « diviser pour mieux régner » pourrait, hélas, fonctionner à court terme. Seule une mobilisation inattendue des Soviétiques, au premier chef des Russes, serait de nature à refouler la « contre-révolution » en cours. Dans cette éventualité,

faut-il craindre la répétition de séquences de Tien An Men ?

Pour le président Bush et l'ensemble des pays occidentaux et ceux d'Europe de l'est, un glissement vers un désordre à grande échelle en URSS représenterait assurément un cauchemar et l'une des évolutions les plus difficiles à contrôler. Par contre, si Yanayev renforce sa maîtrise des leviers de commande politique, les États-Unis, l'Europe et le Japon, entre autres, n'auront pas le choix que de traiter avec Moscou — aide économique et technique bien sûr en moins. Si l'URSS était le Chili des années 70 et 80, l'équipe Bush se limiterait aux remontrances et aux critiques d'usage (violations de la constitution et des droits de l'homme, interventions militaires injustifiées, etc.). Cette attitude doit tenir compte, néanmoins, du fait que l'Union soviétique demeure une puissance majeure sur l'échiquier géopolitique.

Pour cette raison, au-delà des discours dénonçant la façon dont les choses se sont passées à Moscou, la Maison blanche s'inquiétera surtout des conséquences de la prise du pouvoir par Yanayev pour l'avenir des relations stratégiques américano-soviétiques. Que deviendront les traités de désarmement conclus durant les derniers mois ? Le traité Start sera-t-il ratifié par le Sénat américain ? Qu'advientra-t-il de la conférence de paix au Moyen-Orient prévue pour octobre prochain ? De quelle manière Moscou se comportera-t-il dans des questions toujours aussi délicates que l'avenir du potentiel militaire irakien (Sammen Hussein ne vient-il pas d'ailleurs de féliciter Yanayev pour ses actions ?).

Il est à parier qu'à ce niveau, le président « par intérim » de l'URSS dit vrai lorsqu'il affirme que la politique soviétique respectera ses obligations. Pour le reste, sans retourner aux années de la guerre froide, le nouveau régime de Moscou voudra davantage plaire à l'armée en lui accordant (de nouveau) les privilèges que celle-ci réclame. Comme durant les années Brejnev, l'Occident pourrait devoir alors retourner à un comportement indéterminé, mi-compétition vis-à-vis de l'URSS. Ce retour en arrière (ou à la normale diraient nos experts les plus sceptiques) serait une déception si l'on considère le chemin parcouru par les Soviétiques depuis 1985. « Plus ça change, plus c'est pareil » diraient aussi une majorité des politiciens occidentaux, craignant devoir justifier la nécessité de renflouer les budgets militaires pour parer à toutes les éventualités.

L'auteur est professeur invité de science politique à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA), et il écrit présentement un livre sur la guerre du Golfe qui sera publié au Québec cet automne.

LE COUP D'ÉTAT EN UNION SOVIÉTIQUE

«Notre grande patrie est menacée d'un danger mortel»

Voici dans son intégralité le texte de l'«Appel au peuple soviétique», diffusé hier sur les ondes de Radio-Moscou par le Comité d'État pour l'état d'urgence, également diffusé par l'agence Tass.

Compatriotes! Citoyens de l'Union soviétique! En cette heure sombre et critique de la destinée de notre pays et de nos peuples, nous nous adressons à vous! Notre grande patrie est menacée d'un danger mortel!

La politique de réforme engagée par M.S. Gorbatchev et conçue comme moyen d'assurer le développement dynamique du pays et la démocratisation de la vie sociale a, pour un certain nombre de raisons, conduit à une impasse.

L'enthousiasme et les espoirs du début ont cédé la place à l'absence de foi, à l'apathie et au désespoir. Le pouvoir à tous les niveaux a perdu la confiance du peuple. La politique politicienne n'a laissé aucune place dans la vie sociale aux préoccupations sur le sort du pays et du citoyen. Toutes les institutions d'État commencent à être l'objet d'une raillerie malveillante. Le pays est devenu de fait ingouvernable.

Des forces extrémistes sont apparues à la faveur des libertés octroyées et ont foulé au pied les jeunes pousses de la démocratie, s'engageant dans un processus

Ils ont sur la conscience les vies mutilées d'un demi-million de réfugiés

de destruction de l'Union soviétique, afin de démanteler l'État et de s'emparer du pouvoir à tout prix.

Elles ont méprisé les résultats du référendum national sur l'unité de la patrie. L'exploitation cynique des sentiments nationaux n'a été qu'un écran pour satisfaire des ambitions. Les aventuriers politiques ne s'intéressaient pas plus aux infortunes présentes de leurs peuples qu'à leur avenir.

En créant une situation de terreur psychologique et politique et en tentant de se faire un paravent de la confiance populaire, ils ont oublié que les liens qu'ils condamnent et qu'ils rompent ont été fondés sur la base d'une confiance populaire beaucoup plus large et qui, de plus, avait résisté à l'épreuve d'une longue histoire.

Cependant, aujourd'hui, ceux qui s'attachent en fait à renverser le régime constitutionnel doivent répondre devant les pères et les mères de la mort de centaines de victimes des conflits interethniques.

Ils ont sur la conscience les vies mutilées de plus d'un demi-million de réfugiés. A cause d'eux, des dizaines de millions de Soviétiques, qui hier encore vivaient au sein d'une famille unie mais qui se retrouvent aujourd'hui proscrits dans leur propre foyer, ont perdu la paix et la joie de vivre.

C'est au peuple qu'il appartient de décider du régime social à adopter, mais des efforts sont menés pour lui ôter ce droit.

Plutôt que de se soucier de la sécurité

et du bien-être de chaque citoyen et de l'ensemble de la société, les gens portés au pouvoir ont pris l'habitude de mettre celui-ci au service d'intérêts étrangers au peuple, comme moyen peu scrupuleux de s'affirmer.

L'avalanche de mots et les montagnes de déclarations et de promesses ne font que souligner l'absence et le caractère minable des actes pratiqués. L'excès de pouvoir, plus dramatique que toute autre chose, mine notre État et notre société.

Chaque citoyen éprouve de plus en plus d'incertitude à l'égard du lendemain et se préoccupe vivement de l'avenir de ses enfants. La crise du pouvoir a eu des conséquences économiques désastreuses. Le glissement désordonné et incontrôlé vers l'économie de marché a suscité une vague d'égoïsme régional, corporatiste, collectif et personnel.

La guerre des lois et l'incitation aux tendances centrifuges signifient la destruction de l'appareil unifié de l'économie nationale, mis sur pied sur plusieurs décennies.

Il en est résulté un brusque déclin du niveau de vie de la grande majorité des Soviétiques, alors que fleurissent la spéculation et le marché noir.

Il est plus que temps de dire au peuple la vérité: à moins que nous ne prenions des mesures urgentes et énergiques pour stabiliser l'économie, nous devons fatalement faire face dans un avenir très proche à la famine et à une aggravation de la spirale de l'appauvrissement, qui ont vite fait d'engendrer des manifestations spontanées de mécontentement aux conséquences dévastatrices.

Seuls des irresponsables peuvent mettre leur espoir dans une quelconque aide de l'étranger

Seuls des irresponsables peuvent mettre leur espoir dans une quelconque aide de l'étranger. Aucune aide ne résoudra nos problèmes. Notre salut est entre nos mains.

Le moment est venu d'évaluer le prestige de chaque personne ou organisation selon sa réelle contribution au redressement et au développement de l'économie nationale.

Depuis de nombreuses années nous

entendons de tous côtés des exhortations au respect des intérêts de l'individu et au souci de ses droits et de sa protection sociale. Mais en fait, l'homme a été humilié, bafoué dans ses droits et opportunités, et conduit au désespoir.

Toutes les institutions démocratiques, nées de la volonté du peuple, perdent à nos yeux leur poids et leur efficacité.

C'est le résultat d'actions délibérées de ceux qui, bafouant grossièrement les droits fondamentaux de l'URSS, se livrent en fait à un coup d'État anticonstitutionnel et recherchent une dictature personnelle sans bornes.

Des structures illégales se substituent aux soviets élus par le peuple

Des préfectures, des mairies et d'autres structures illégales se substituent de façon de plus en plus arbitraire aux soviets élus par le peuple. Une attaque a été lancée contre le droit des travailleurs. Le droit au travail, à l'éducation, à la santé, au logement et au repos est mis en péril. Même la sécurité élémentaire du citoyen est de plus en plus menacée.

La criminalité croît rapidement, devenant organisée et politisée. Le pays s'enfoncé dans un abîme de violence et d'anarchie. Jamais dans l'histoire du pays la propagande du sexe et de la violence n'a connu une telle portée, menaçant la vie et la santé des générations futures.

Des millions de personnes exigent l'adoption de mesures contre la pleuvoir de la criminalité et de l'immoralité scandaleuse. La déstabilisation, qui va croissant, de la situation politique et économique de l'Union soviétique mine notre position dans le monde.

Des observations revanchardes se font entendre ici et là, tandis que sont présentées des exigences pour la révision de nos frontières. Des voix vont même jusqu'à réclamer le démembrement de l'Union soviétique et la mise sous tutelle internationale de certaines entreprises et régions du pays.

Telle est l'amère réalité. Il n'y a pas longtemps encore, le Soviétique qui se rendait à l'étranger avait le sentiment d'être le digne citoyen d'un État influent et respecté. Aujourd'hui, il est souvent un étranger de deuxième classe, traité avec dédain ou pitié. La fierté et l'hon-

neur du Soviétique doivent être pleinement rétablis.

Le Comité d'État pour l'état d'urgence en URSS est pleinement conscient de la gravité de la crise que traverse notre pays.

Il prend sur lui la responsabilité du sort de la mère patrie et se déclare résolu à adopter les mesures les plus sérieuses pour sortir aussi rapidement que possible l'État et la société de la crise.

Nous promettons de conduire un large débat national sur le projet du nouveau traité de l'Union. Chacun aura le droit et l'occasion d'analyser ce document extrêmement important dans une atmosphère calme et de décider de l'attitude à adopter à son égard, étant donné que le sort de nombreux peuples de notre vaste patrie dépendra de l'avenir de l'Union.

Nous avons l'intention de rétablir sans tarder la légalité et le respect du droit, afin de mettre fin à l'effusion de sang, de déclarer une guerre impitoyable au monde criminel, et d'extirper les manifestations honteuses qui discréditent notre société et humilient les citoyens soviétiques.

Nous nettoierons les rues de nos villes des éléments criminels et mettrons fin à la tyrannie de ceux qui pillent les biens du peuple.

Nous soutenons les vrais processus démocratiques, une politique conséquente de réformes, qui conduisent à un renouveau de notre patrie, à sa prospérité économique et sociale, pour lui redonner une place digne dans la communauté mondiale des nations.

Le développement du pays ne doit pas se fonder sur une baisse du niveau de vie de la population. L'élévation constante du bien-être de tous les citoyens doit devenir la norme dans une société saine.

Sans que s'atténue notre préoccupation du renforcement et de la protection des droits individuels, notre attention se portera sur la défense des intérêts des couches les plus larges de la population qui ont eu le plus à souffrir de l'inflation, sur la désorganisation de la production, la corruption et la criminalité.

Tout en développant le caractère mixte de l'économie nationale, nous appuierons également l'entreprise privée en lui accordant les occasions nécessaires au développement de la production et au secteur des services.

La solution des problèmes de l'alimentation et du logement sera notre premier souci. Toutes les forces disponibles seront mobilisées pour satisfaire ces besoins les plus urgents du peuple.

Nous demandons aux travailleurs, aux paysans, aux travailleurs intellectuels et à tous les Soviétiques de rétablir la discipline du travail et l'ordre, dans les délais les plus rapides, et de relever le niveau de la production pour progresser de manière décisive.

Notre vie, l'avenir de nos enfants et petits-enfants et le sort de la patrie en dépendent. Nous sommes une nation éprise de paix et nous nous en tiendrons fermement à toutes les obligations auxquelles nous avons souscrit.

Nous ne posons aucune revendication contre quiconque. Nous voulons vivre avec tous dans la paix et l'amitié. Mais nous déclarons fermement que nous ne laisserons à aucun moment personne attenter à notre souveraineté, à notre indépendance et à notre intégrité territoriale.

Toute tentative d'utiliser envers notre pays un langage de diktat, quelle qu'en soit l'origine, sera résolument étouffée.

Notre peuple multi-ethnique vit depuis des temps lointains dans la pleine fierté de sa patrie. Nous n'avons jamais éprouvé de honte envers nos sentiments patriotiques et nous considérons qu'il est naturel et légitime d'élever dans cet esprit les générations actuelles et futures de citoyens de notre grande puissance.

Rester inactif à cette heure, si critique pour les destinées de la patrie, signifierait que nous acceptons la lourde responsabilité de conséquences tragiques et imprévisibles.

Nous ne laisserons personne attenter à notre souveraineté et à notre intégrité territoriale

Quiconque aime sa patrie, veut vivre et travailler dans la tranquillité et la confiance, quiconque juge inacceptable que se poursuivent les conflits sanglants interethniques et veut voir sa patrie indépendante et prospère dans l'avenir, doit faire le seul choix juste.

Nous faisons appel à tous les vrais patriotes et gens de bonne volonté pour qu'ils mettent fin aux heures troublées que nous traversons.

Nous demandons à tous les citoyens de l'Union soviétique de reconnaître leur devoir envers la mère patrie, d'apporter tous les appuis possibles au Comité d'État pour l'état d'urgence en URSS et aux efforts pour sortir le pays de la crise.

Les propositions constructives des organisations publiques et politiques, des collectifs de travailleurs et des citoyens seront reçues avec gratitude en tant qu'expression de leur volonté patriotique de participer activement à la restauration de l'amitié séculaire de la famille unie des peuples fraternels et au renouveau de la patrie.

Le Comité d'État pour l'état d'urgence en URSS.

Peu de sympathie envers l'économie de marché

Reuter VIENNE

L'arrivée au pouvoir à Moscou de dirigeants peu suspects de libéralisme avancé soulève de nombreuses interrogations sur l'avenir de l'économie de marché en Union soviétique.

Les membres du Comité d'État qui a renversé Mikhail Gorbatchev ont affirmé dès leur premier communiqué leur attachement aux réformes, mais en Occident les économistes doutent de leur capacité et de leur volonté de poursuivre le processus.

«Il est très difficile de dire s'ils pourront agir avec une quelconque autorité», dit Julian Cooper, directeur du Centre d'études russes et est-européennes à l'Université de Birmingham.

«Les bonnes raisons d'agir ne

manquent pas. Reste à savoir si vous traitez le problème en appuyant sur la pédale de frein ou en accélérant le processus de réformes», ajoute-t-il.

Or, estiment la plupart des analystes, les membres du Comité sont dans leur grande majorité des adversaires de l'économie de marché et de la propriété privée.

Parmi eux, le premier ministre Valentin Pavlov, qui s'en est pris il y a peu aux «messieurs d'Harvard» et aux banques occidentales coupables, à ses yeux de chercher à déstabiliser le gouvernement soviétique.

A.I. Tiziakov, un autre membre important du comité, président de l'Association des entreprises d'État et responsable du complexe militaro-industriel de Sverdlovsk, ne passe pas non plus, loin s'en faut, pour un thuriféraire de l'économie de marché.

Les premières décisions prises par les nouveaux dirigeants — baisse des prix des matières premières, reprise en main des circuits de distribution alimentaires et recentralisation prochaine de l'industrie — ne constituent pas apparemment des initiatives propres à favoriser l'économie de marché.

Mais elles pourraient, dans un premier temps, leur gagner les faveurs de l'opinion, lassée de la pénurie de plus en plus aiguë.

Bien avant cette révolution de palais, les Soviétiques affichaient ouvertement leur méfiance vis-à-vis de l'économie de marché, soupçonnée de ne servir que les intérêts des spéculateurs avides de bénéfices rapides et faciles.

De nombreux citoyens soviétiques craignent également que les réformes ne débouchent sur une grave crise de l'emploi, garanti naguère pour tous dans la société communiste.

L'arrivée au pouvoir de la tendance dure et le retour à une certaine discipline devraient permettre, dans un premier temps, la réapparition des denrées dans les magasins et une meilleure coordination entre les différents secteurs industriels.

«A court terme, cela pourrait stabiliser la situation économique», estime Peter Havlik, sociologue à l'Institut d'études économiques comparées de Vienne.

Mais à long terme, il est difficile de voir comment une telle approche pourrait permettre à l'URSS de disposer d'une économie plus efficace et d'attirer les capitaux étrangers.

«On assiste aujourd'hui à la fin de la perestroïka, dans ce que la réforme économique a contribué à la démocratisation de la société», ajoute Peter Havlik.

Plusieurs journaux fermés

Agence France-Presse MOSCOU

La parution de plusieurs journaux réformateurs est suspendue à Moscou en vertu de l'état d'urgence imposé hier dans la capitale soviétique, selon une décision du comité pour l'état d'urgence diffusé par l'agence TASS.

Les autorités donnent dans ce «communiqué numéro deux» la liste de neuf journaux autorisés à paraître. On relève l'absence de plusieurs organes les plus en pointe dans la défense des réformes, notamment *Nezavissimaja Gazeta* (l'Indépendant), les hebdomadaires les *Nouvelles de Moscou* ou la *Literatournaïa Gazeta*, les quotidiens *Komsomolskaïa Pravda* et *Kommersant*.

La liste des journaux autorisés à paraître est la suivante: la *Pravda*, les *Izvestia*, *Troud*, *Rabotchnaïa Tribuna*, *Sovietskaïa Rossia*, *Moskovskaïa Pravda*, *Leninskaïe Znamia*, *Krasnaïa Zvezda*, et *Selskaïa Zhizn*.

«Le problème de la publication des autres organes sera décidé ultérieurement par un organe spécial du comité d'État sur l'état d'urgence», ajoute la résolution.

La télévision russe et la radio de Moscou avaient déjà été obligées de cesser leurs émissions hier matin. Les *Izvestia* ne sont pas parues hier après-midi.

«DES PRIX BONS À DIVULGUER... ET DES POINTS DU CLUB Z!»

EXTRA L'ÉCONOMIQUE

Metamucil 340g 4.94 (Ord. 3.99)

Elastoplast FLEXIBLE FABRIC BANDAGES 50 ASSORTED 25% MORE (Ord. 2.50)

Jergens 1080g 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex tampons 4.83 (Ord. 3.49)

Jergens Savon 9 pains et 3 en prime 2.78

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep Gel 250ml 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens Séchoir Rendez-Vous 1500 watts 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's baby powder 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 3 BARS FREE

Metamucil 4.94 (Ord. 3.99)

Elastoplast 2.50 (Ord. 2.50)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Dep 1.72 (Ord. 2.14)

Jergens 9.46 (Ord. 14.46)

Johnson's 1.76 (Ord. 3.17)

Colorant Belle Color 3.88 (Ord. 4.99)

Jergens 2.78 (Ord. 3.18)

Playtex 4.83 (Ord. 3.49)

Colorant Belle Color 3

LE COUP D'ÉTAT EN UNION SOVIÉTIQUE

« Je croirai au changement quand le tombeau de Lénine sera enlevé de la Place Rouge »

LILY TASSO

« Il n'y a pas eu de changement dans la situation en URSS. Gorbatchev n'était qu'une pièce dans le système qui, lui, n'a pas changé. La glasnost et la perestroïka, c'est du théâtre. Je croirai au changement quand la tombe de Lénine sera enlevée de la Place Rouge. »

C'est ce que déclare avec force le père Serge, du diocèse canadien de l'Église orthodoxe russe hors Russie, qui n'a pas voulu donner son nom au complet. Il ne croit pas à la récente liberté de culte, tant médiatisée. « Les églises ouvertes officiellement, ce n'est rien face aux millions de gens qui veulent pratiquer ouvertement leur religion. Ils priaient avant Gorbatchev, ils prient maintenant, ils prient après », explique ce fils d'officier russe qui a combattu la Révolution avant de s'exiler en Yougoslavie, où est né le père Serge.

Il ajoute que l'Église orthodoxe russe hors Russie n'a pas d'échanges avec l'Église officielle, sous le contrôle des communistes. Loin de s'améliorer, la situation a empiré, selon les nombreux fidèles qui lui écrivent pour parler des persécutions dont ils sont l'objet.

La présidente de la Société culturelle Québec-URSS, Evguenia Humchack, ne se prononce pas sur la destitution de Gorbatchev. « Nous ne sommes pas une organisation politique mais culturelle. C'est vrai que ce qui se passe en URSS affecte beaucoup de monde », admet-elle. Insistant surtout sur les objectifs de sa société, qui sont de favoriser la paix et les échanges culturels.

Convaincue que « la nouvelle situation ne devrait pas durer longtemps », elle entend elle-même partir pour Moscou et Kiev, vendredi prochain, si Aeroflot lui remet le billet qu'elle a réservé. Elle connaît déjà l'URSS pour s'y être rendue à quatre reprises, sans manquer de passer par l'Ukraine, pays de ses ancêtres.

Par ailleurs, pas une seule de la trentaine de personnes devant partir pour l'URSS la semaine prochaine n'a annulé son départ auprès d'Exotik Tours. Cette agence, vieille de plus de 30 ans et spécialisée dans l'Europe de l'Est, a toujours organisé les voyages des membres de la Société culturelle Québec-URSS depuis sa fondation, il y a un quart de siècle. Un peu plus de mille départs par an, selon Leslie Martin, directeur de l'agence.

Il note cependant, sans pouvoir l'expliquer vraiment, une baisse de 40 p. cent depuis deux ans, en fait depuis que les médias font état de pénuries alimentaires. « Les gens sont mal informés, ils craignent de mal manger », poursuit M. Martin.

Il se dit « très inquiet » tout en invitant les gens à ne pas exagérer, à attendre. D'autant qu'en URSS, pas un seul coup de fusil n'avait été tiré au moment de notre conversation. « Aurait-on envisagé, l'été dernier, de décourager les étrangers de venir au Canada parce que l'armée était à Oka? » lance-t-il en guise d'argument.

Quant à Mme Humchack, elle rappelle que sa société a toujours lutté pour la paix, quel que soit le gouvernement en place en Union soviétique. Les cours de langue offerts aux membres sont suivis annuellement par une cinquantaine de russophiles. Ils leur permettent d'avoir des contacts avec le peuple lorsqu'ils visitent l'URSS.

« Beaucoup de Québécois s'intéressent à la linguistique slave. Moi-même, j'étudie le russe depuis plus de 20 ans, afin de jouer au maximum des oeuvres de Pouchkine et de Dostoïevski », renchérit Jacques Hardy, secrétaire-trésorier de la Société culturelle Québec-URSS.

La société soviétique ne se laissera pas détruire

SUITE DE LA PAGE A 1

montré qu'il ne se prêterait pas à ce coup de force. Comment oublier, en effet, que les conjurés d'aujourd'hui ont tenté, il y a deux mois, de faire ce coup par la voie légale? Le Premier ministre Pavlov, demandant au Parlement les pleins pouvoirs, par dessus la tête de Gorbatchev, et projetant de les exercer dans le cadre de l'état d'urgence, annonçait ainsi avec précision le programme qui vient d'être suivi. Sa demande, formulée avec quelle violence, on a pu s'en convaincre à la télévision soviétique, entourée de menaces, a été rejetée alors parce que contraire à la Constitution. Mais elle avait été, au début de l'état, perçue comme annonciatrice du complot en cours.

Que l'on retrouve aujourd'hui le même Pavlov dans l'équipe qui arrive au pouvoir et que cette équipe, comme ceux qui l'ont alors soutenue devant le Soviet Suprême et par leurs discours — Iazov, Krioutchkov, Ianaev, etc... — témoigne tout à la fois d'un projet dument préparé, de la persévérance de l'appareil dans son projet, et de sa volonté d'aller vite.

Coup d'État inattendu? Certes non, si l'on songe et à la répétition générale organisée par Pavlov en juin, et aux avertissements lancés depuis des semaines par des hommes tels que Chevardnadze ou Iakovlev. Ce coup d'État était au contraire inévitable, et urgent. Qui peut imaginer, en effet, que l'immense appareil dirigeant que le pouvoir soviétique a développé pendant sept décennies — parti, gouvernement, armée, police confondus — accepterait sans sourciller sa déchéance, la perte du pouvoir, celle des privilèges, la fin du système auquel il devait tout?

L'URSS n'est pas l'Europe de l'Est où le communisme a toujours été perçu comme une importation extérieure et ses cadres comme les agents de Moscou. L'effondrement du communisme à l'Est s'est confondu avec ce rejet de l'URSS à laquelle les sociétés pouvaient imputer leur misère matérielle et morale. Ce rejet rendait la défense des systèmes très malaisée pour les appareils locaux, dès lors que la pression soviétique n'imposait pas leur maintien. Gorbatchev ayant laissé faire à Prague, Varsovie ou Berlin, les régimes menacés ne pouvaient se défendre. Mais, en URSS, le système découle d'une révolution interne, et c'est un appareil soviétique qui a dominé le pays pendant 70 ans; nulle puissance extérieure, nul centre du communisme, ne pouvait donc venir à son secours.

Soixante-dix ans de pouvoir, non de pouvoir ordinaire, mais d'un pouvoir total signifiant tout à la fois autorité incontestée, privilèges matériels que ni l'argent ni aucune position hors de l'appareil ne pouvait assurer, l'impunité aussi, comment renoncer à tout cela? Plus grave encore, depuis 1986, la société soviétique a été informée de l'ampleur du désastre organisé par le système; elle sait le prix de ce pouvoir absolu. Elle sait que cet appareil porte la responsabilité, non seulement de la faillite économique, mais de la mort de près de cinquante millions d'hommes, et de la souffrance de la société entière. L'appareil pouvait à bon droit avoir peur qu'à l'heure de sa chute définitive, le prix à payer pour le pouvoir ainsi exercé soit effroyable. On ne pouvait donc qu'attendre que, à un moment ou à un autre, il tente désespérément de renverser une évolution qui le condamne.

Coup d'État nécessaire pour cet appareil, et dont l'urgence était évidente. Trois raisons au moins expliquent pourquoi il fallait aller très vite. Les élections de Russie, d'abord. Premières élections au suffrage universel totalement libres (malgré nombre d'entorses) depuis l'élection de l'Assemblée constituante à la fin de 1917, elles ont montré que la société était désormais insensible aux pressions et menaces du pouvoir, et se sentait capable de le renverser. En 1917, confronté aux mêmes problèmes, des élections qui n'avaient donné que 25 p. cent des sièges à son parti alors qu'il avait pris le pouvoir, Lénine avait froidement dissous l'Assemblée constituante et décidé que les électeurs avaient tort et ne voteraient plus librement. Cette position a été maintenue en URSS jusqu'en juin 1991. Les auteurs du coup d'État tentent aujourd'hui de répéter à leur manière le coup d'État de Lénine. Mais il n'est pas sûr que ce sera avec le même succès. On peut même en douter fortement.

Eltine: le mal absolu

Deuxième raison: l'élection de Boris Eltine. Quelqu'un opinion qu'on ait de l'homme et de ses capacités, il reste qu'aux yeux du système soviétique et de l'appareil, il incarnait depuis son élection le mal absolu. Elu, c'est-à-dire choisi par le peuple, il reconstruisait ses devoirs à l'égard de ses mandants. La philosophie politique qu'il exposait était à l'opposé de celle du système, même s'il en était issu lui aussi. Il incar-

nait la capacité de décision de la société civile et la responsabilité de l'élu devant cette société, alors que le parti s'était toujours substitué à la société et ne lui reconnaissait qu'un seul droit, celui d'acquiescer à toutes ses volontés et ses actions. Eltine avait, contre l'appareil, la capacité de mobiliser la société.

C'est pourquoi Boris Eltine était et reste un homme fort et dangereux pour le pouvoir. Et ce danger a été accru par la proximité de la signature du Traité d'union. Une union où la République de Russie serait devenue la pièce maîtresse du nouveau dispositif et où son président, Boris Eltine, fort du nouveau système de relations inter-étatiques, fort du soutien d'une démocratie en développement, acquerrait un poids tout à fait décisif, non seulement en URSS, mais face au monde extérieur.

Il fallait remettre de l'ordre en URSS tant qu'elle existait encore, et tant qu'il n'y avait pas encore une légitimité absolue et internationale de la République russe. Agir avant que les nouveaux équilibres soient consolidés s'imposait. C'est pourquoi Boris Eltine est aujourd'hui le seul homme qui puisse être le recours démocratique en URSS, c'est aussi pourquoi il est menacé au premier chef. Il est d'autant plus un recours qu'il aura eu la sagesse, dans ces heures dramatiques, de ne pas tenter de jouer une carte personnelle, mais de se rattacher aux institutions existantes et de plaider la cause de la légitimité de Mikhail Gorbatchev. Bref, de réagir en homme d'État aux événements de l'heure et de ne plus pouvoir être accusé par personne d'être un démagogue ambitieux.

La troisième raison de ce coup d'État: l'URSS d'aujourd'hui est en pleine révolution; la société s'y exprime; elle a commencé à s'organiser; elle s'est habituée à la liberté de parole — et celle-ci est proprement incroyable et elle sera infiniment plus mal aisée à mater, à réduire au silence que la société de jadis. Les chars peuvent la terroriser un moment, mais ils ne peuvent la contraindre au travail; ils ne peuvent non plus remettre en route durablement une machine économique totalement désorganisée; ils ne peuvent probablement pas empêcher les grèves et les manifestations. L'acteur principal des trois dernières années de la vie soviétique, c'est la société. Et, consciente de sa force, cette société ne se laissera sans aucun doute pas détruire comme elle le fut pendant 70 ans. Les chars ne peuvent pas non plus résoudre le problème des dissentiments nationaux.

L'ordre ancien ne reviendra pas

La ligne de clivage qui sépare l'appareil conservateur et la démocratie naissante passe aussi entre les Républiques. Le coup de force sera sans doute bien accueilli en Asie centrale où la révolution économique et la transformation de l'Union soviétique signifient le désastre. Mais il ne peut que rapprocher la Russie qui marchait vers la démocratie, l'Ukraine qui rêvait d'indépendance et les six Républiques qui suivaient leur voie propre et tremblent aujourd'hui pour leur survie. La force des chars ne ramènera pas non plus l'ordre ancien à Berlin, à Prague, à Budapest, à Varsovie. Et, face à cette URSS pour un moment plongée dans un apparent retour en arrière, l'évolution continue des systèmes politiques en Europe de l'Est reste un espoir et délitime l'ordre présent. Cette situation témoigne pour les citoyens soviétiques que le communisme est condamné et que le retour en arrière ne peut être que momentané. A dire vrai, cependant, les événements d'URSS suscitent probablement quelques espoirs dans les appareils éliminés en Europe de l'Est, mais entre ces espoirs et un retour au pouvoir, la distance est considérable.

Ce n'est pas la force des chars qui convaincra la communauté internationale d'aider l'URSS. Or, sans aide internationale, les auteurs du coup de force d'aujourd'hui ne pourront offrir demain à leurs administrés qu'une misère accrue. Pour le maintien d'un système, cela n'est guère prometteur. Lénine avait pour lui, en 1917, de n'avoir pas d'adversaire, d'agir sur une société désorganisée par la guerre, peu mûre politiquement et, par là, incapable de se défendre, d'agir dans un environnement international dominé par la première guerre mondiale et, par conséquent, de n'être contesté par personne. Ses successeurs n'ont rien de cela pour les encourager. Ils n'ont que le désespoir d'être à la veille d'avoir tout perdu et la certitude que, pour échapper à ce désastre, il leur fallait agir. Si leur avenir à long et probablement à moyen terme paraît peu prometteur, ils ont, hélas, la possibilité d'infliger encore bien des souffrances à un pays qui a souffert depuis 70 ans au-delà de tout ce que l'on peut imaginer.

Texte de la déclaration du président Bush

Agence France-Presse
WASHINGTON

Voici le texte intégral du communiqué du président George Bush publié hier soir par la Maison-Blanche (traduction non officielle):

« Nous sommes profondément troublés par les événements des dernières heures en Union soviétique et nous condamnons la recours non constitutionnel à la force. Bien que la situation continue d'évoluer et que les informations soient toujours fragmentaires, la destitution apparemment non constitutionnelle du président Gorbatchev, la déclaration de l'état d'urgence et le déploiement de forces militaires soviétiques à Moscou et dans d'autres villes soulèvent les questions les plus graves concernant le cours futur des événements en Union soviétique. Cet effort marqué par l'égarément et l'illégitimité est contraire à la loi soviétique et à la volonté des peuples de l'URSS. En conséquence, nous appor-



Le président Gorbatchev, ici en compagnie de son épouse Raïssa, aurait été emmené hier soir, de Crimée, vers une destination inconnue.

tons notre soutien à l'appel du président Eltine en faveur de la « restauration des organes de pouvoir légalement élus et au retour du président Mikhail Gorbatchev au poste de président de l'URSS ».

Plus de démocratie et une ouverture au sein de la société sovi-

tique, notamment les mesures en faveur de l'exécution des obligations prévues par l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris, ont contribué de manière cruciale à l'amélioration des relations Est-Ouest au cours des dernières années.

Dans ces circonstances, la poli-

tique américaine suivra les principes suivants:

— Nous croyons que les politiques de réforme en Union soviétique doivent se poursuivre, notamment la démocratisation, le processus de réconciliation pacifique entre le centre et les républiques, ainsi que la transformation de l'économie.

— Nous apportons notre soutien à tous les responsables élus de manière constitutionnelle et nous nous opposons à l'usage de la force ou de l'intimidation pour les écarter ou réduire leur droit de libre expression.

— Nous nous opposons à l'usage de la force dans les États baltes ou contre les républiques pour supprimer ou remplacer les gouvernements démocratiquement élus;

— Nous appelons l'URSS à rester fidèle aux traités et à ses engagements internationaux, notamment ses engagements à respecter les droits de l'Homme élémentaires et les pratiques démocratiques prévues par les accords d'Helsinki et la Charte de Paris.

★ EXTRA! EXTRA! ★

AVANTAGES SO
EXCLUSIF AUX
AINÉS, CLIENTS
DE ZELLERS!
60 ANS ET PLUS.
3000 POINTS
DU CLUB Z
EN Y ADHÉRANT!
REMISE DE 15%
LE 1^{er} LUNDI DE
CHAQUE MOIS.

UN TOUT NOUVEAU MAGASIN ZELLERS!

LE SOLDE SE POURSUIT!

Solde:

Du mercredi au
samedi, 21 au
24 août 1991.

MAGASINEZ TÔT!

CES OFFRES
SPÉCIALES SONT
OFFERTES
SEULEMENT À
L'ADRESSE
INDIQUÉE
CI-DESSOUS.

<p>Produits Silkence 1.93 ch. Ord. 2.94</p>	<p>Irish Spring 3 points 1.17 ch. Ord. 1.99</p>	<p>ASPIRIN 50 comprimés 1.96 ch. Ord. 2.99</p>	<p>Dissolvant Beautique pour vernis 200 ml 69¢ ch. Ord. 1.29</p>
<p>Solution saline Bausch & Lomb 240 ml 2.94 ch. Ord. 3.99</p>	<p>PAPER TOWELS D'ESSUIR TOUT 76¢</p>	<p>Bain moussant Galleon 900 ml 88¢ ch. Ord. 1.28</p>	<p>Scope 750 ml 2.46 ch. Ord. 3.34</p>
<p>Head & Shoulders ou Vidal Sassoon 2.43 ch. Ord. 3.44 & 3.44</p>	<p>Crest 96¢ ch. Ord. 1.32</p>	<p>Secret 90 g 2.46 ch.</p>	<p>Tampons démaquillants 25% en prime 1.37 ch. Ord. 2.79</p>

PLAZA CÔTE DES NEIGES
6700, CÔTES DES NEIGES, MONTRÉAL, QUÉBEC

Douglas & Desjardins

SUPER LIQUIDATION DE TAPIS



Installation
Professionnelle
Garantie

7 JOURS SEULEMENT

ÉCONOMISEZ JUSQU'À

70%

sur toutes nos balances de
rouleaux mesurant de 12 sur
3 pi jusqu'à 12 sur 20 pi

(La T.P.S. est incluse dans nos prix.)

5 POUR 1

VOICI UNE OFFRE
EXCEPTIONNELLE

- 1- UN TAPIS 100% NYLON
Certifié par Du Pont
- 2- UN SOUS-TAPIS
de première qualité
- 3- UNE INSTALLATION
professionnelle
et garantie à vie
- 4- La TPS incluse
- 5- La TVQ incluse

Prix spécial
LE TOUT POUR

1999\$

v.car.

336-1234

MONTREAL

3856

CÔTE-VERTU
Ville St-Laurent

923-1234

BROSSARD

1875

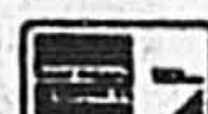
PANAMA
BROSSARD
Une rue à l'est du pont Champlain

668-4206

LAVAL

420

BOUL. DES LAURENTIDES
Pont-Viau, Laval



Douglas & Desjardins

Perdu dans le désert, il survit en buvant son urine

Associated Press
MONTICELLO, Utah

Un touriste égaré dans le désert pendant quatre jours a survécu grâce à deux bouteilles de bière, le jus des cactus et sa propre urine.

«Je voulais commencer à creuser ma tombe, mais je n'avais plus la force de bouger», a-t-il dit aux sauveteurs venus à sa rescousse.

L'état de santé de M. Cooney,

60 ans, domicilié à Philadelphie, était jugé bon hier par les médecins de l'hôpital de Moab. Il souffre de déshydratation et de coup de chaleur.

La voiture qu'il avait louée étant tombée en panne dans une région isolée proche du Canyon National Park, M. Cooney avait décidé d'aller chercher de l'aide mais s'était perdu. Après quatre jours de recherches, les sauveteurs l'ont finalement repéré.

Cours de base de fine cuisine familiale par Henri Bernard

RECETTES SAVOIR-FAIRE CLÉ
9 cours, 1 par semaine
Le premier d'information
Choix : 27-28 août, 4 sept.

**Institut
Culinaire
Henri
Bernard**

PROSPECTUS (514) 843-6481

3942, rue Saint-Denis
Montréal H2W 2M2

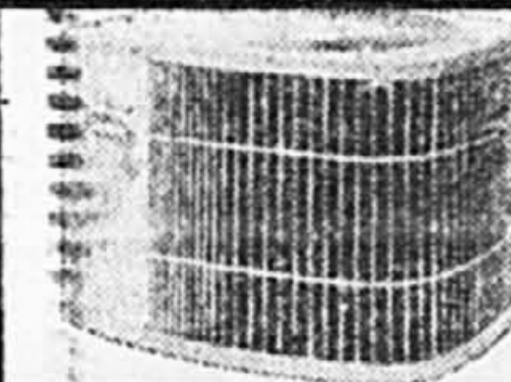
CLIMATISEUR THERMOPOMPE

LES MEILLEURS PRIX À MONTRÉAL

CARRIER
2 TONNES, A.U.
3995 \$
INSTALLATION COMPLETE

ECONO-TECH
GARANTIT
LES
MEILLEURS
PRIX

RHEEM
2 TONNES, A.U.
3995 \$
INSTALLATION COMPLETE



- LENNOX
- CARRIER
- RHEEM
- YORK
- ARMSTRONG
- MITSUBISHI



ECONO-TECH

APPELEZ LE SEUL CENTRE DE LA THERMOPOMPE A PRIX D'ESCOMPTE A MONTRÉAL

733-1414

PSitt!

(Solde de liquidation en cours)

Birger Christensen solde toute sa marchandise avec des rabais de 30 à 80%.
Visons, shearlings et autres superbes fourrures, tout doit être vendu pour faire place aux nouvelles collections.

30-80%

DE RABAIS
SUR TOUTE LA MARCHANDISE

Profitez de notre financement avantageux ou de notre plan de mise de côté - 5 mois sans intérêt.



BIRGER CHRISTENSEN
UNIQUEMENT CHEZ
HOLT RENFREW

LA BOUTIQUE BIRGER CHRISTENSEN ANGLE SHERBROOKE ET DE LA MONTAGNE, MONTREAL

2 500 POINTS
OFFERTS, CETTE SEMAINE,
DANS LA PRESSE.

Si vous êtes membre du CLUB, entrez le code suivant :

70783562

Sinon, composez, à Montréal, le 251-8688 ou, sans frais, le 1 800 563-8688.

CLUB Multi points

La Presse

LIRE LA PRESSE N'A JAMAIS ÉTÉ
AUSSI EXCITANT!

N°1 «DES PRIX BONS A DIVULGUER... ET DES POINTS DU CLUB Z»

EXTRA EXTRA

L'ÉCONOMIQUE

EXTRA! EXTRA!
GRANDE OUVERTURE
UN NOUVEAU MAGASIN ZELLERS!
LE SOLDE SE POURSUIT!

SI VOUS TROUVEZ UNE ANNONCE CANADIENNE COURANTE D'UN MAGASIN DE DÉTAIL OFFRANT À UN PRIX INFÉRIEUR UN ARTICLE VENDU PAR ZELLERS, APPORTÉZ-NOUS L'ANNONCE ET NOUS VOUS FERONS UN PLAISIR DE VOUS VENDRE L'ARTICLE EN QUESTION À UN MEILLEUR PRIX! EN PLUS! VOUS RECEVREZ DES POINTS DU CLUB Z AVEC VOTRE ACHAT!

Du mercredi au samedi, 21 au 24 août 1991.
Magasinez tôt!
CES OFFRES SPÉCIALES SONT OFFERTES À L'ADRESSE INDICÉE (CI-DESSOUS SEULEMENT).

PROFITEZ DE CETTE OCCASION POUR VOUS PROCURER CES SUCCÈS DE L'HEURE AUX PLUS BAS PRIX POSSIBLE!

CASSETTES
996 ch.
D.C.
1896 ch.

LES MAGASINS DOIVENT INDiquer LES HEURES ET L'ADRESSE

LE SOLDE DES COMPLETS TAILLÉS SUR MESURE HOLT RENFREW COMMENCE DÈS AUJOURD'HUI.

Voici l'occasion rêvée d'acheter le complet qui vous ira à la perfection, au prix de la saison dernière! Faites votre choix parmi des douzaines de tissus d'automne et d'hiver en un large éventail de modèles, dont plusieurs conviennent en toutes saisons. Nous vous présenterons une gamme de tissus dernier cri, ainsi que nos classiques indémodables. Optez pour le style classique ou européen, droit ou croisé, sans frais supplémentaires. Notre équipe de vente compétente vous aidera à assortir parfaitement votre complet taillé sur mesure aux chemises et aux cravates de notre collection extraordinaire qui réunit le nec plus ultra des articles pour hommes. Venez dès aujourd'hui et procurez-vous un complet de qualité supérieure, taillé à la mesure de vos attentes.

- COMPLET 598 \$
- GILET 138 \$
- PANTALON SUPPLÉMENTAIRE.... 178 \$
- BLAZER 420 \$

Frais supplémentaires pour tailles 47 et plus

DES CHEMISES TAILLÉES SUR MESURE ÉGALEMENT EN SOLDE!

Au cours du solde des complets taillés sur mesure, des chemises également taillées sur mesure vous seront proposées pour seulement 95 \$ (prix courant : 125 \$). Faites votre choix parmi une gamme fabuleuse de motifs, de couleurs, de cols et de manchettes, taillée dans du coton frais et soyeux, deux plis, 100 torsions. C'est le complément idéal de votre complet taillé sur mesure.



PUBLICITÉ

LE COURS D'IMPÔT DE H & R BLOCK DÉBUTE BIENTÔT

Des milliers de personnes se rendent chez H & R Block pour apprendre à préparer des déclarations de revenus et se font de l'argent par la suite en devenant conseillers fiscaux. H & R Block, la firme la plus importante au monde quant à la préparation de déclarations de revenus, offre un cours d'impôt, permis no CP0072. Des cours sont disponibles le matin, l'après-midi, le soir ou les fins de semaine.

Des instructeurs d'expérience enseignent les lois fiscales, la théorie, et l'application. Les discussions et les travaux pratiques permettent aux étudiants d'assimiler graduellement la matière du cours et de maîtriser, au fur et à mesure, des situations fiscales de plus en plus complexes.

Le cours est à conseiller aux gens qui veulent parfaire leurs connaissances en matière d'impôt. D'autre part, ce cours apprend aux étudiants comment repérer les stratégies fiscales qui leur permettent de faire des économies, et les prépare pour une carrière profitable.

Le coût du cours est très raisonnable et comprend les livres et fournitures nécessaires. Les diplômés reçoivent un certificat d'aptitude. Il est possible que certains d'entre eux soient invités à postuler un emploi chez H & R Block mais ils ne sont nullement obligés d'accepter.

De plus amples informations au sujet du cours d'impôt peuvent être obtenues en s'adressant au bureau de H & R Block en composant :

MTL CENTRE-VILLE	934-5616	LAVAL	663-9485
MTL CENTRE-EST	722-4403	LONGUEUIL	468-3235
ST-LAURENT	747-4528	MTL-NORD	327-0255
WEST ISLAND	683-3930	BROSSARD	676-8466
MTL-EST	355-7540	LACHINE	637-4464
VERDUN	769-1714		

COURS AUSSI OFFERTS DANS LES VILLES SUIVANTES:

CHAMBLY, LA PRAIRIE, DORION, VALLEYFIELD, ST-JÉRÔME, TERRE-BONNE, ST-EUSTACHE, BÉLOÏL, REPENTIGNY, HAWKESBURY, ROSE-MÈRE, STE-AGATHE, RAWDON, CHATEAUGUAY, LACHUTE.

20% ESCOMPTE AUX 50 ANS ET PLUS

Des compressions budgétaires contestées à Saint-Laurent

PIERRE RIVARD

■ Des compressions de 1,5 million annoncées la semaine dernière par Saint-Laurent n'auraient jamais été approuvées par son conseil municipal.

C'est du moins ce que prétendent le conseiller municipal Alan DeSouza, du Mouvement civique, et le chef de cette formation politique, M. Rodolphe Rousseau, qui affirment qu'aucune proposition en ce sens ne fut présentée lors de la dernière réunion du conseil, tenue le 13 août.

«Le maire Paquet essaie de contourner le conseil municipal. Il a outrepassé sa juridiction», soutiennent conjointement MM. Rousseau et DeSouza.

Selon une déclaration rapportée par les médias, le maire de Saint-Laurent, M. Bernard Paquet, aurait soutenu la semaine dernière que les conseillers de la ville avaient unanimement approuvé pour l'année 1991 des compressions budgétaires au montant de 1,5 million proposées lors de la dernière séance du conseil.

«Ces compressions n'ont été à l'ordre du jour d'aucune de nos réunions, soutient M. DeSouza. Elles

ont tout au plus été discutées de façon informelle lors de la dernière réunion du comité des finances, tenue le 24 juillet. Mais, ce comité n'a aucun pouvoir décisionnel.»

Selon M. DeSouza, les conseillers n'auraient reçu aucun document précisant le contenu de ces compressions budgétaires. «Je ne sais toujours pas où ces compressions vont être appliquées et si leur répartition est justifiée, explique-t-il. Je ne suis pas contre la réduction des dépenses mais je ne veux pas qu'elles pénalisent injustement certains citoyens.»

Quant à M. Rousseau, il a réclamé la mise sur pied d'une commission des finances aux pouvoirs accrus qui permettrait d'éviter, selon lui, la prise de décisions arbitraires et unilatérales de la part de l'administration municipale.

Le maire Paquet, en vacances jusqu'à la fin du mois d'août, n'a pu commenter les propos de ses adversaires politiques. Notons que le maire Paquet dispose d'une majorité bien mince à l'hôtel de ville puisque son parti ne détient que sept des 15 sièges du conseil, comparativement à six sièges pour le Mouvement civique de MM. Rousseau et DeSouza. Deux indépendants occupent les sièges restants.



Pierre Foglia

La beauté envahie

BAR HARBOR, Maine

Les parcs nationaux d'Amérique sont des îlots de beauté dans une mer de laideur endémique. L'inverse de l'Europe qui est belle partout sauf à Venise, Florence, Assise, Barcelone, Monte-Carlo, Aix-en-Provence, etc., tous ces îlots devenus merdiques pour cause d'overdose touristique.

Pour que le monde soit parfait, il faudrait laisser les Américains refaire Florence, Assise et Aix-en-Provence sur le modèle de leurs parcs nationaux et laisser les Européens refaire l'Amérique avec des rues étroites qui tournent, des routes de campagne avec des courbes et des arbres, et des machines à espresso dans tous les «Dinner's»... Mais le monde n'est pas parfait, encore moins cohérent; beauté et laideur y concubinent comme cul et chemise, celle-ci couvrant celui-là, ou le découvrant, c'est selon...

Ainsi le parc national Acadia, dans Mount Desert Island, sur la côte nord du Maine. Sûrement un des lieux les plus beaux du continent, mais environné d'Amérique, je veux dire au bout d'un couloir honky-tonk de drabes motels cable-tv, de cabanes à frites et à 32 sortes de crème glacée, de car-dealers et de truck-stop comme celui où Brad a renversé un peu de sa Bud sur mes jeans et où j'ai relevé ce graffiti sur le mur des toilettes; je traduis librement: «Le rock'n'roll c'est quand le coeur y bande et quand la queue a bat»... C'était quelque part entre Bangor, où on quitte l'autoroute, et Bar Harbor, à l'entrée du parc Acadia.

Mount Desert Island est une fausse île reliée au continent par un pont. Une guéridelle divisée en son milieu par un profond détroit qui la fait ressembler à une paire de couilles baignant dans l'Atlantique.

Les touristes se tiennent essentiellement dans la couille droite, dans les hôtels, motels et B&B de Bar Harbor, petite ville très agréable entre 7 h 03 am et 7 h 08 am, à la terrasse du Park Side Café, sous les grands érables. Le café est convenable, les french toasts moelleux comme le service et le USA Today rassurant comme toujours, parce que c'est un journal qui est fait de haut, par satellite, très très précis pour la météo, le ciel, les nuages, la direction des vents au Nouveau-Mexique et au Nebraska, mais beaucoup plus flou pour ce qui se passe dessus.

Après 7 h 08 am, c'est fini, râpé, reste plus qu'à se sauver. Jusqu'au lendemain matin. Les touristes envahissent la terrasse du Park Side Café et déferlent dans tout Bar Harbor. S'éveillent alors en nous d'étranges desirs comme celui d'acheter une Kalashnikov et 127 chargeurs pleins.

C'est l'heure d'aller jouer dans le parc Acadia. Il occupe les quatre-cinquièmes de la couille droite et la moitié de la gauche. Sûrement un des lieux les plus beaux du continent, disais-je. Unique en tout cas. Très peu américain. Ni magnifique, ni spectaculaire, aussi peu californien (du sud) que possible. Pas du tout «grand canyon»... Un climat. Délicat. Des nuances. Pas de jaune. Sauf celui des verges d'or. Des bleus presque blancs, céruleens, on dit. Le ciel? Déchiré et grège. Aussi les roses presque mauves des épilobes. La musique? Ce serait celle de Mingus, son rire sur le disque *Mingus* de Joni Mitchell accompagnée par la gang de Weather Report.

Le parc Acadia, c'est avant tout 200 kilomètres de sentiers en forêt profonde. À pied. Ou avec votre vélo de montagne. C'est le temps de le sortir du garage. C'est votre chance. Peut-être la seule fois de l'année où vous n'avez pas l'air trop idiot dessus.

La Park Loop Road c'est 60 kilomètres de vrai vélo, cette fois, qui prennent la journée. Pas parce que c'est difficile. Parce que ce serait con de ne pas s'arrêter. De ne pas aller lire sur les rochers *La Terre et Moi* de Luc Bureau sorti au début de l'année chez Borealis. Livre complétement circonstanciel de lieu. Ce prof de géographie de Laval s'intéresse à la résonance des lieux, villes et montagnes tout en nous initiant à une géographie de l'infini qui ouvre sur devinez quoi? La poésie. Bravo! Ne triomphez pas, nonos.

J'ai relu, face à la mer, son chapitre sur les villes-miroirs. *pourquoi ne pas rêver à des villes construites sur les traces d'une symphonie, d'un poème, d'une fado en cavalcade ou d'une bacchanale?*

Une ville comme la mer, qui se retire et submerge. Comme une femme dans un poème de Kazantzakis... *Dans le Nord il y a une femme, tu la vois et tu perds ton royaume, tu la revois et le monde disparaît...*

L'automne. Mount Desert Island est une destination d'automne. Un week-end, fin septembre ou octobre, novembre même, quand il n'y a plus personne. Et que les prix sont coupés. Et que la mer n'est plus cette pute mouillée qui vient rouler à tes pieds.

Juste avant de fermer la boucle de la Park Loop Road, on bifurquera à droite, sur la petite route qui pendant six kilomètres se tortille comme elle peut pour ne pas arriver trop vite et trop raide au sommet du mont Cadillac. En haut, par temps clair, et quand on ferme les yeux très fort, on voit jusqu'en Finlande. Et jusqu'en Irlande. Et aussi bas que les Açores...

Fin septembre ça vous prendra un pull de laine pour monter là-haut. Et peut-être bien, un autre livre de voyage. Connaissez-vous Nicolas Bouvier? Un jour que vous serez en peine d'amour en haut d'une montagne, que vous serez seul, et un peu triste, et que vous aurez peur de mourir, essayez *Le poisson-scorpion* (Payot), de Nicola Bouvier. C'est rien que de la littérature, rien que des mots. On ne sait pas trop de quoi il parle. Mais on s'en fout, tellement c'est beau...

PRATIQUE — Se rendre à Mount Desert Island: Montréal, Sherbrooke, La Patrie, Woburn. La 27 jusqu'à la 95 vers le nord. Bangor, Ellsworth... De Ellsworth à Bar Harbor (35 km) une piste cyclable à éviter. Laid. Allez pédaler dans l'île.

Dormir: éviter Bar Harbor. Ou bien dans un motel cheap avant, genre les cabines du Jordan Bay Colony (route 3, huit kilomètres au sud de Ellsworth, près du zoo (207 667-8872) — ou au fond de la couille droite, dans Northeast Harbor, le Village View Inn (207 276-5283). Ou encore au bout de la couille gauche, dans Bass Harbor. Anyway faut compter, au plus cheap, 45\$ après la mi-octobre. 60\$ avant.

Nota bene... Le parc Acadia se prolonge au nord-est dans la Scoodic Peninsula. Et au sud-ouest dans l'Isle-au-Haut, mais ça c'est loin. Trop pour un week-end. Faut remonter, puis redescendre dans la presque île voisine.

Tant qu'à se payer une île, payez-vous la plus belle du Maine, la plus sauvage aussi, Monhegan Island. On y marche (ni autos, ni vélos). Pas de camping. Trois auberges. Renseignements, le Mail Boat (207 372-8848).

La vente Eagle de l'année

7,9% pour 48 mois*

PLUS jusqu'à **1000\$** de remise en argent*

À vous de choisir parmi les plus grosses aubaines de l'année

Pour un temps limité votre concessionnaire Jeep et Eagle vous permet de profiter d'un taux de crédit avantageux du fabricant de 7,9% sur sa gamme de voitures à technologie japonaise importées de Mitsubishi:

- Eagle Vista, 3 ou 4 portes et Eagle Summit: taux de crédit de 7,9% PLUS 500\$ de remise en argent offert par le fabricant.
- Eagle 2000 GTX et Eagle Vista Familiale: taux de crédit de 7,9% PLUS 1000\$ de remise du fabricant.

C'est l'aubaine de l'année sur la gamme Eagle.

GARANTIE

5/100†

Garantie pare-chocs à pare-chocs sans franchise de 3 ans/60 000 kilomètres et de 5 ans/100 000 kilomètres du groupe motopropulseur.

* L'offre de 7,9% de taux de crédit du fabricant pour un contrat d'une durée de 48 mois plus jusqu'à 1000\$ de remise en argent est une offre à l'intention des particuliers seulement. Crédit sous réserve de l'approbation de Chrysler Crédit Canada Ltée. En vigueur du 22 juillet 1991 jusqu'à ce que Chrysler Canada Ltée y mette fin. Cette offre annule et remplace toute autre offre précédente et ne peut être combinée à aucune autre. Les offres s'appliquent seulement aux véhicules en stock chez les concessionnaires. Les véhicules loués au détail donnent droit aux remises en argent seulement. Transport, T.P.S., T.V.P. et immatriculation en sus. † Voir un concessionnaire pour les détails.



L'Avantage Jeep et Eagle

MONTRÉAL
Concordia Auto Ltée
Montréal 273-2373
Lareau Automobiles Inc.
Montréal 937-9551
Le Cartier Jeep Eagle Inc.
Montréal 323-4330
Micor Auto Inc.
Montréal 645-1611
LaSalle Jeep/Eagle
LaSalle 595-5995
À Ma Baie Automobiles Inc.
Pierrefonds 684-4400

RIVE SUD
Rendez-Vous Auto Ltée
Brossard 466-2065
Automobiles de St-Lambert Inc.
Greenfield Park 676-7901
André Fortin Auto Inc.
Chambly 447-1234
Automobiles Segs Inc.
St-Bruno 653-3333
Grégoire Jeep/Eagle Ltée
St-Jean sur la Richelieu 348-6835

RIVE NORD
Auto Voisin Inc.
Laval 668-9222
Garage H. Fortin Ltée
St-Rose 625-2491
Excellence Jeep/Eagle
St-Eustache 491-5555

Venez vite profiter de notre plus grosse vente de l'année

Épilogue de Dernier Recours: les sans-abri veulent donner leur avis

JOSÉE LAPOINTE

Les sans-abri désirent être pris au sérieux. Ils voudraient bien se retrouver aux instances décisionnelles des différents organismes qui leur offrent habituellement des services. « Il serait sûrement plus facile de trouver une solution de rechange à Dernier Recours si on nous demandait notre avis », soutient Jacques Montembeault, président du Conseil des personnes itinérantes du Montréal métropolitain (CPIMM).

« La réouverture d'un centre d'accueil et de référence est nécessaire à Montréal », rappelle M. Montembeault. Il ajoute que la formule de Dernier Recours devrait tout de même être révisée. Il demande aussi à l'ancien conseil d'administration de Dernier Recours, qui a choisi de fermer le refuge jeudi soir dernier, de rendre publics les états financiers de l'organisme. « Où allait l'argent? », demande le Conseil.

Le syndicat des ex-employés de Dernier Recours abonde dans le même sens. « On n'a jamais su

clairement combien d'argent était disponible, affirme le représentant syndical, Gilles Mathieu. Il y a les subventions de la Ville et du ministère, mais il y a aussi la fondation Dernier Recours, qui recueillait les dons. »

Les ex-travailleurs de Dernier Recours voudraient aussi participer aux discussions qui se poursuivent entre l'administration de Montréal et le ministère de la Santé et des services sociaux. Et ils estiment que les sans-abri ont également leur place dans le processus.

À la Ville, M. André Lavallée, responsable du développement communautaire au comité exécutif, se dit prêt à rencontrer les sans-abri, sans pourtant confirmer de date précise. « On veut surtout apprendre à mieux connaître ces nouveaux interlocuteurs du CPIMM », dit-on à l'hôtel de ville. Le conseil n'existe en effet que depuis le 22 juillet. On est encore plus réticent au ministère de la Santé: « On va commencer

par trouver des solutions avec toutes les instances concernées », explique l'attachée de presse du ministre Marc-Yvan Côté, Mme Marie-Claire Ouellet.

À la Ville, pourtant, on s'apprê-

te à faire connaître très bientôt les décisions qui pourraient assurer la mise sur pied d'un nouveau centre de référence pour sans-abri, sans pour autant cesser les discussions avec le ministère de la Santé.

ARGENT DISPONIBLE
Problèmes de liquidités, d'expansion?
Compagnies établies seulement.
Finance Rapide Cie Ltée
342-4488

Laval: deux conseillers municipaux quittent le PL et siègent comme indépendants

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Le Parti lavallois (PL) n'a plus de représentant à l'hôtel de ville. Les deux seuls conseillers qui avaient réussi à se faire élire aux dernières élections ont annoncé, hier, qu'ils siègent maintenant à titre d'indépendants.

MM. Maurice Clermont et Pierre-Yves Pothier soulignent qu'il ont décidé de quitter le parti de Pierrette Roussin à cause d'un manque de leadership. Rien n'était fait dans cette formation politique depuis la défaite de novembre 1989.

« Nous voulons rassembler toutes les forces vives de Laval et proposer un nouveau leadership à l'aube de l'an 2000. Notre présente démarche constitue le premier pas d'un plan d'action précis qui nous mènera jusqu'à la fin du printemps 92 », ont-ils déclaré.

M. Philippe Guilbeault, chercheur pour le PL, a remis sa démission vendredi dernier. Une autre permanente, Mme Ginette Cloutier-Touchette est partie il y a quelques semaines.

Longueuil demande de modifier sa charte

GILLES ST-JEAN

Le maire Roger Ferland se présentera demain devant la Commission parlementaire sur l'aménagement et les équipements, à Québec, afin de demander pour Longueuil plusieurs nouveaux pouvoirs par le truchement de modifications à la charte de la Ville.

Ces demandes, présentées dans le cadre d'un projet de loi privé, sont de plusieurs ordres.

Ainsi, Longueuil voudrait se doter d'une commission du patrimoine qui régirait son secteur historique; la Ville voudrait également disposer de pouvoirs lui permettant de créer un programme de rénovation urbaine sur l'ensemble de son territoire (elle ne peut présentement le faire que dans son centre-ville).

Longueuil voudrait aussi régler la distribution de circulaires et l'utilisation de vignettes de stationnement dans certains secteurs, de même qu'exproprier des terrains afin de faciliter le développement de certaines parties de son territoire.

L'administration souhaite aussi pouvoir régler par billet d'assignation tout cas d'infraction à un règlement municipal. Cette nouvelle procédure permettrait de faciliter et d'accourcir la procédure tout en dégageant la police de cette tâche.

Dans le cas de la commission du patrimoine, Longueuil ne mettrait ce comité sur pied qu'après avoir consulté la population touchée, indiquent les documents municipaux.

Longueuil demandera encore à Québec d'autoriser son comité exécutif à accorder sur invitation des contrats de 50 000 \$ ou moins. Les documents de la Ville donnent comme exemple Laval et la Société de transport de la Rive-Sud, qui disposent déjà d'une telle latitude. Actuellement, le plafond fixé pour Longueuil est de 25 000 \$.

Le document note toutefois que le ministère des Affaires municipales du Québec a manifesté l'intention de modifier les montants fixés par la Loi des cités et villes, quadruplant les montants autorisés pour les villes de 100 000 habitants et plus, ce qui porterait ce total à 100 000 \$ dans les cas de Montréal, Québec, Laval et Longueuil.

Mme Gisèle Hamelin, chef de Parti civique de Longueuil formant l'opposition au conseil municipal, doit déposer un mémoire devant la commission parlementaire.

« Avant les élections municipales, le PL avait 17 000 membres, aujourd'hui il en a aucun », a indiqué le conseiller Clermont, porte-parole officiel de PL et leader de l'opposition jusqu'à tout récemment.

Pour l'instant, MM. Clermont et Pothier perdent la subvention de 120 000 \$, accordée en vertu de la loi à un parti politique pour fin de recherches, parce qu'ils ne sont plus attachés à une formation dûment accréditée au bureau du président des élections.

Soulignons que MM. Clermont (district Saint-Sylvain) et Pothier (du Souvenir) avaient été les deux seuls candidats qui ne faisaient pas équipe avec le maire Gilles Vaillancourt — Parti du ralliement officiel des Lavallois PRO — à gagner au terme d'une longue et onéreuse lutte électorale entre trois partis.

Les deux démissionnaires affirment qu'ils n'ont aucunement l'intention de diriger une future formation politique. Ils ont précisé que leur plan d'action est le suivant: procéder à une consultation de la population et des leaders d'opinion de Laval d'ici le 4 novembre 1991 et déterminer les grandes orientations que Laval doit prendre pour relever les défis de l'avenir; d'ici la fin de mars 1992, rassembler autour de ce grand projet une nouvelle équipe d'hommes et de femmes compétents, prêts à travailler à l'amélioration de leur ville; et proposer un leadership fort aux Lavallois en juin 92, en vue des élections de 1993.

VOYAGER EN STAN BUY LE CLUB

SUPER PRIX SEPTEMBRE ET OCTOBRE destinations Sud

GOSTA RICA: Du 1er sept. au 27 oct. Miramar (villa 1 chambre) 1 sem. 399\$ + 145\$ + 40\$ 2 sem. 479\$ + 195\$ + 40\$	PUERTO PLATA: Du 1er au 29 sept. Eurotel (chambre) 1 sem. 299\$ + 140\$ + 60\$ 2 sem. 319\$ + 190\$ + 60\$	TUXPAN: Du 31 août au 28 septembre Royal Decameron (cham.) (formule tout compris) 1 sem. 399\$ + 149\$ + 56\$ 2 sem. 449\$ + 298\$ + 56\$
JAMAÏQUE: Du 1er au 29 septembre Holiday Inn (chambre) 1 sem. 549\$ + 145\$ + 40\$ 2 sem. 749\$ + 195\$ + 40\$	SANTO DOMINGO: Du 1er au 29 sept. Boca Chica (cham.) (formule tout compris) 1 sem. 499\$ + 149\$ + 60\$ 2 sem. 599\$ + 298\$ + 60\$	VARADERO: Du 1er sept. au 27 oct. Internacional (chambre) 1 sem. 349\$ + 130\$ + 47\$ 2 sem. 399\$ + 180\$ + 47\$

MONTRÉAL: (514) 284-3455 505, de Maisonneuve est, bureau 100 (angle Barré)

QUÉBEC (418) 648-8888

SHERBROOKE (819) 566-5595

TROIS-RIVIÈRES (819) 378-2629

PERMIS DU QUÉBEC

CUIR N°1 SOLDE

JUSQU'À -40% DU 9 AU 31 AOÛT

Le sofa Negresco 3 places en buffle véritable. Prix normal: 4625\$. Prix exceptionnel: 2775\$

Montreal. 1425, boul. René Levesque Ouest. HG3 117. Tél. (514) 871-9144.

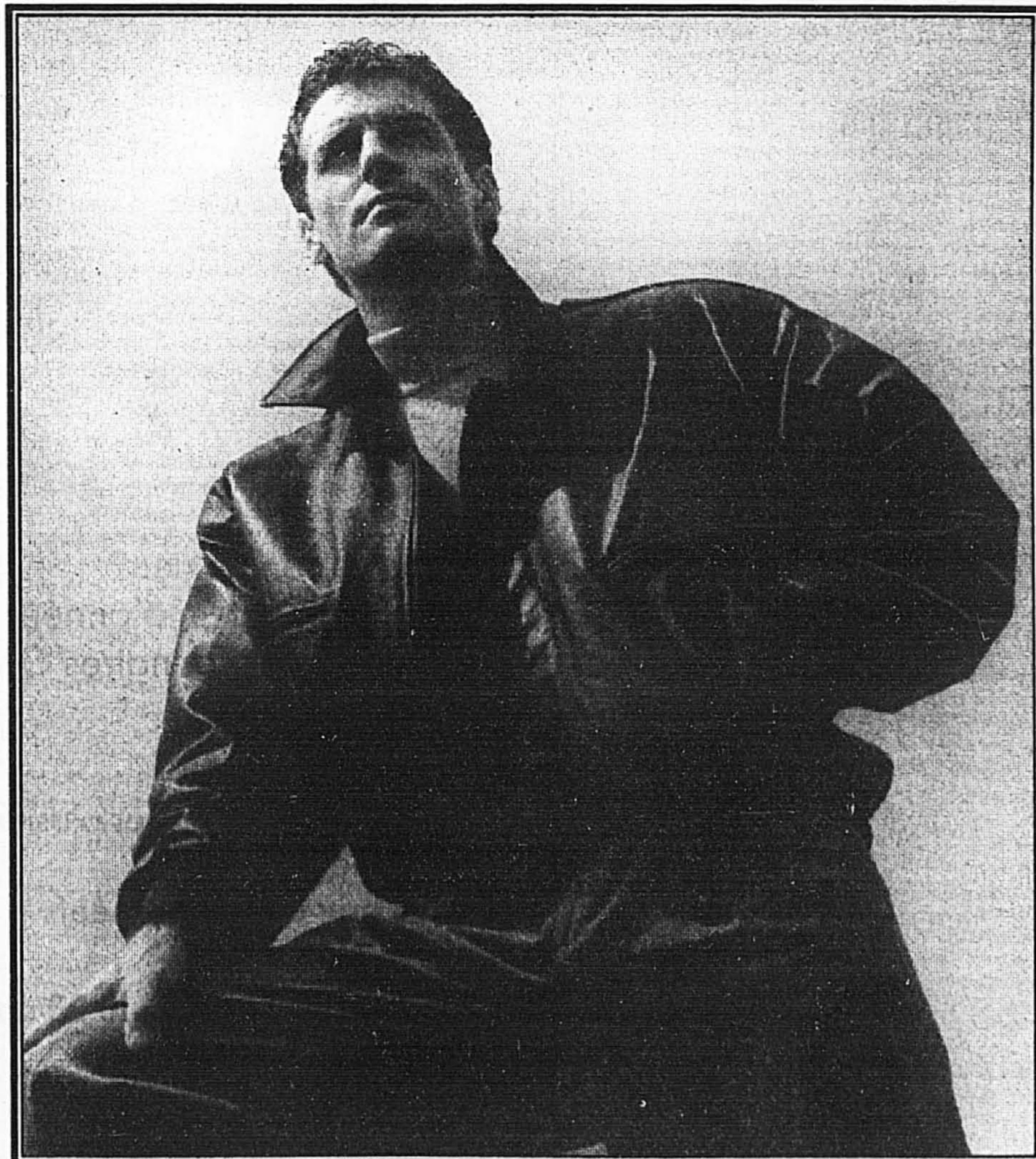
Enfin les soldes chez Cuir N°1 Montreal! Des prix exceptionnels sur le plus grand choix de salons cuir, réalisés dans les meilleurs cuirs européens. Jusqu'à 40% de réduction! Des le premier jour, des affaires fantastiques vous seront proposées. Mais attention, cette offre est limitée. Alors n'hésitez pas à vous offrir le salon cuir de vos rêves chez Cuir N°1, le plus grand spécialiste du salon cuir.

Seul à Montréal: plus de 100 modèles cuir en exposition.

Le blouson d'aviateur classique en cuir

Certains blousons en cuir jouent sur les gadgets et les petits détails pour attirer l'attention. Pas les nôtres. Le nouveau blouson d'aviateur en cuir de notre collection «Les Classiques» allie avec art un style indémodable, une finition soignée et un excellent rapport qualité-prix.

Il est fait de cuir de chèvre robuste et durable, capable de passer à travers bien des épreuves. Il comporte aussi des détails distinctifs, dont quatre poches à glissière, une



ceinture à côtes et des poignets. Et, par-dessus tout, notre blouson d'aviateur classique en cuir est entièrement doublé pour vous protéger des bourrasques de l'automne.

Si vous recherchez un blouson sport tout usage dont la magnificence va bien au-delà des apparences, optez pour notre blouson d'aviateur classique en cuir. Il est offert en noir ou en brun, dans des tailles allant de petit à extra grand. En vente seulement chez Holt.

Seulement 495 \$...
Et seulement chez Holt Renfrew.

SHERBROOKE ET DE LA MONTAGNE, 842-5111 • ROCKLAND, 738-3500 • FAIRVIEW, POINTE-CLAIRE, 694-6310 • PLACE VILLE-MARIE, 866-2466
Horaire d'été du magasin de la rue Sherbrooke: du lundi au mercredi et le vendredi jusqu'à 18 h, le jeudi jusqu'à 21 h, et le samedi jusqu'à 17 h
Rockland, Fairview et Place Ville-Marie: du lundi au mercredi jusqu'à 18 h, les jeudi et vendredi jusqu'à 21 h et le samedi jusqu'à 17 h

GRATTEZ ET SENTEZ

Ça sent
l'auto neuve,
hein?

Quoi? Vous ne sentez rien?
Pourtant, c'est la vente de fin d'année
« Bye Bye les 91 » des concessionnaires GM...
et ça sent les rabais!

- des remises en argent!
- ou des taux de crédit avantageux sur plusieurs modèles 91 neufs en stock!
- plus, des bons prix de fin d'année!

Faites vite! « Bye Bye les 91 » prend fin le 23 août!

Voyez votre concessionnaire GM pour tous les détails.

V o s c o n c e s s i o n n a i r e s G M



NUMÉRO UN SUR LA ROUTE



CHEVROLET



Oldsmobile



PONTIAC



BUICK



Cadillac



GMC